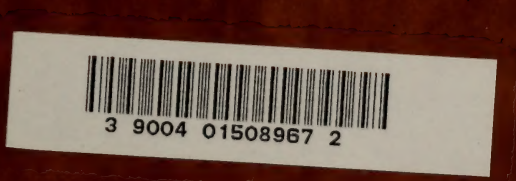
LP
F5012
1911
C522



PEEL 1419

MEMOIRE

DE

MONSIEUR L'ABBE A.-A. CHERRIER,

CURÉ DE LA PAROISSE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION
À WINNIPEG,

A SON EXCELLENCE

MONSEIGNEUR PELLEGRINO STAGNI,

DÉLÉGUÉ APOSTOLIQUE AU CANADA,

SUR LA SITUATION RELIGIEUSE ACTUELLE DANS L'OUEST CANADIEN ET SUR LA QUESTION UNIVERSITAIRE AU MANITOBA.

---

10 AVRIL 1911

St-Boniface, Man.,
IMPRIMERIE DU "MANITOBA"
1911

LP F5012
1911
C522

MEMOIRE

DE

MONSIEUR L'ABBE A.-A. CHERRIER,

CURÉ DE LA PAROISSE DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION
À WINNIPEG,

A SON EXCELLENCE

MONSEIGNEUR PELLEGRINO STAGNI,

DÉLÉGUÉ APOSTOLIQUE AU CANADA,

SUR LA SITUATION RELIGIEUSE ACTUELLE DANS L'OUEST CANADIEN ET SUR LA QUESTION UNIVERSITAIRE AU MANITOBA.

---

10 AVRIL 1911

St-Boniface, Man.,
IMPRIMERIE DU "MANITOBA"
1911

A SON EXCELLENCE MONSEIGNEUR STAGNI,

DÉLÉGUÉ APOSTOLIQUE AU CANADA

LA QUESTION RELIGIEUSE ET UNIVERSITAIRE AU MANITOBA

EXCELLENCE,

Sur le désir que vous en avez exprimé à Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface, je me permets de soumettre respectueusement à Votre Excellence le rapport qui suit sur la situation relative des Catholiques de différentes nationalités de l'Ouest canadien, ainsi que sur la question universitaire du Manitoba.

Permettez-moi tout d'abord, Excellence, de poser en principe qu'étant donné la Constitution civile et religieuse du Canada, et prenant en considération les circonstances tout à fait spéciales dans lesquelles se trouvent les Catholiques du Manitoba et des autres provinces de l'Ouest canadien, il est de la plus haute importance que l'union la plus parfaite existe entre tous les groupes de nationalités diverses, qui constituent à l'heure actuelle la population catholique de notre pays. Au Manitoba plus qu'ailleurs, Excellence, doit s'appliquer ce que vous disiez au jour de votre arrivée à Ottawa, dans votre réponse à l'adresse de Monseigneur Gauthier: union non seulement dans la Foi, mais aussi dans l'action de la charité la plus parfaite. L'infime minorité des Catholiques de l'Ouest canadien demande cette union, sans distinction de race ou de langue,

si nous ne voulons pas heurter contre un mur de division, dont l'existence ne peut être que très préjudiciable à nos intérêts tant civils que religieux.

Cependant, Excellence, comme le Français et l'Anglais sont tous deux reconnus comme langues officielles de la Puissance du Canada, il suit qu'ils ont tous deux un droit particulier au respect du public canadien, le Français comme la langue qui a servi à l'évangélisation première des habitants du pays et l'Anglais comme la langue des derniers conquérants du Canada. Penser autrement et tenter de force l'absorption de l'une par l'autre serait, à mon sens, faire acte de spoliation aussi impardonnable qu'injuste.

C'est de plus, Excellence, un fait acquis à l'histoire que la langue d'un peuple joue un rôle prépondérant dans la diffusion et la préservation de la Foi au milieu de ce peuple. Cette assertion, je crois, a surtout son application pour le peuple canadien. Si nous devions perdre notre langue, ce serait pour nous un malheur irréparable, et en tout comparable, je crois, au malheur que la disparition forcée du Gaëlic a infligé à la Verte Erin. Car à cet enlèvement cruel, c'est du moins l'opinion d'un grand nombre de penseurs, sont dues les défections d'une trop forte proportion d'Irlandais tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Si la majorité de notre peuple était catholique l'argument n'aurait peut-être pas la même force, mais c'est un fait appuyé sur l'histoire, que toute minorité catholique, jetée au milieu d'une majorité protestante avec l'usage d'une langue unique et commune, subit nécessairement des pertes considérables.

Il suit de là non seulement que nous, Canadiens-Français, devons tenir de tout cœur à cet héritage sacré que nous ont légué nos ancêtres; mais il est également clair que tous les immigrants catholiques de nationalités diverses qui nous arrivent, doivent, tout en apprenant la langue de la

majorité pour fins matérielles, être encouragés à la conservation de leur langue nationale au moins pour fins religieuses et spirituelles. Et s'il fallait pour fin de l'ordre surnaturel donner à ces nouveaux venus une langue nouvelle, j'inclinerais pour le Français, qui dans notre pays, a toujours été identifié avec la diffusion de la foi catholique. Mais il serait téméraire d'entreprendre la chose; il faut, je crois, accepter les conditions de l'heure présente, et laisser sans heurt aucun toute assimilation possible ou probable à l'action plus ou moins mystérieuse de l'avenir. C'est l'attitude prise à Portland, Orégon, par Monseigneur Christie, c'est l'attitude aussi de plusieurs évêques des Etats-Unis; je la crois sage et la plus pratique aussi pour notre pays, surtout pour l'Ouest canadien où tant de choses sont à l'état problématique.

Les Irlandais catholiques, qui ont noblement combattu et beaucoup souffert en Irlande, au point de perdre leur langue nationale et avec elle aussi, je crois, beaucoup de leur mentalité propre, se croient ou semblent se croire appelés à dominer, pour régénérer, tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Qu'ils aient aux Etats-Unis cette sublime mission de régénération, et qu'ils y réparent les pertes subies en rachetant ces millions d'âmes perdues à la Foi catholique, Dieu le veuille ! car ce ne peut être que le désir le plus sincère et le plus ardent de tous ceux qui ont à cœur les intérêts sacrés de l'Eglise; mais qu'ils veuillent imposer de force leur domination dans les provinces de l'Ouest canadien, l'entreprise me paraît aussi téméraire que dangereuse. Nous manquons presque absolument de prêtres irlandais tant au Manitoba que dans la Saskatchewan et l'Alberta, il faudrait donc commencer par combler cette lacune lamentable. Mais il y a plus: si le prêtre irlandais est bon prêtre dans la sphère d'opérations qui lui convient, il n'est assurément pas le missionnaire propre à la vie de dévoue-

ment et de sacrifices requis au milieu de nos populations pauvres et de langues multiples des prairies de l'Ouest. L'Irlandais, faut-il le dire, ne se plie guère à l'étude des langues étrangères à l'Anglais, et même quand il les connaît, il n'aime pas à les parler; nos prêtres d'autres nationalités, au contraire, considèrent comme le premier et le plus impérieux de leurs devoirs, d'apprendre la langue des groupes de population divers confiés à leur saint ministère. Je suis au Manitoba depuis trente-trois ans près, j'ai vécu passablement dans l'intimité du regretté défunt Monseigneur Taché, et je connais assez les dispositions et l'esprit vraiment catholique de l'Archevêque actuel de Saint-Boniface pour être en position d'affirmer que l'un et l'autre ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour obtenir des prêtres de langue anglaise, afin de mieux répondre aux besoins des groupes catholiques de cette langue confiés à leur sollicitude pastorale; malheureusement le succès n'a généralement pas répondu à leur zèle. Et faut-il s'en étonner quand plusieurs des évêques irlandais du Canada ne peuvent eux-mêmes adéquatement recruter leur clergé de langue anglaise? La conséquence s'impose d'elle même: des paroisses, où l'Anglais était requis, ont dû être confiées à des prêtres canadiens-français ou de nationalités étrangères à l'Anglais. Mais invariablement ces prêtres se sont mis à l'œuvre, et, par un travail laborieux et constant, sont arrivés promptement à pouvoir exercer le saint ministère en Anglais tout comme dans la langue de leur nationalité. Ceci est surtout vrai des prêtres canadiens-français. Je suis du nombre de ces derniers et depuis vingt-six ans j'exerce le ministère au milieu d'une population cosmopolite. En ces dernières années seulement j'ai été appelé à donner mon attention à peu près exclusivement à une Congrégation de langue anglaise. Car il s'est formé au sein ou sur les confins de ma paroisse des églises nationales: polonaise et galicienne, ruthène, allemande et française

pour répondre plus adéquatement aux besoins des divers groupes, qui fréquentent aujourd'hui ces églises. Les Irlandais eux-mêmes ont à présent à Winnipeg pour leur desserte exclusive quatre églises: Ste-Marie, sous la direction des Oblats de Marie-Immaculée ayant à leur tête un digne et saint prêtre de langue anglaise, le Révérend Père Dalton. Et, si tous les prêtres qui lui sont adjoints ne sont pas de langue anglaise, on peut dire que tous ou à peu près parlent l'Anglais tout aussi bien que le Français; St-Ignace, dirigée par un Jésuite Irlandais, le Révérend Père Coffey; St-Edouard, sous la direction d'un prêtre hollandais dont l'éducation est plutôt anglaise que hollandaise; et l'Immaculée-Conception, dont je suis moi-même chargé. Sans avoir la prétention d'une connaissance approfondie de l'Anglais, je crois pouvoir le parler et l'écrire tout aussi bien et mieux que quatre-vingt-dix pour cent de la population qui m'est confiée. En dehors de Winnipeg, dans les localités où les Irlandais sont disséminés par petits groupes, s'ils n'ont pas de prêtres de langue anglaise, (on ne peut en obtenir), ils ne sont pourtant pas négligés pour cela; car le dévouement de nos missionnaires est ingénieux à secourir tous les besoins sans distinction de langue ou de nationalité. Et ce qui s'applique au Manitoba a son application à peu près identique aussi dans les provinces de la Saskatchewan, de l'Alberta et même de la Colombie Britannique.

Je pourrais ici, Excellence, par la logique si sûre des chiffres, établir la position relative et partant les droits particuliers des divers groupes nationaux qui composent la population catholique de l'Ouest canadien; mais je laisse à une autorité plus compétente que la mienne de porter à votre connaissance ces détails si palpitants d'intérêt à l'heure présente; et j'aborde une question que je crois intimement liée à tout ce que je viens de dire, je veux parler de l'enseignement secondaire et supérieur donné au Collège

de Saint-Boniface, ainsi que de l'éducation cléricale que l'on attend du Petit-Séminaire de Saint-Boniface. Cette dernière institution, d'importance majeure, n'est encore qu'au berceau de son existence, mais bientôt elle devra sortir de ses humbles commencements pour devenir un établissement vraiment digne du nom. Votre Excellence me pardonnera si, pour justifier les conclusions auxquelles je dois nécessairement arriver, je touche avec quelques détails à l'historique de cette importante question. Tous les esprits non prévenus doivent admettre que la population catholique du Manitoba a déjà beaucoup souffert, et doit encore souffrir beaucoup et longtemps peut-être des lois scolaires iniques de 1890 et 1894; lois malheureusement pratiquement sanctionnées, surtout pour les centres de population mixte, par un prétendu règlement scolaire signé comme final tant par les autorités fédérales à Ottawa que par les autorités provinciales à Winnipeg. Ce règlement, personne ne saurait le nier, n'a apporté aucun soulagement aux Catholiques des centres de population mixte de nos villes, telles que Brandon, Portage-la-Prairie et surtout Winnipeg, où les Irlandais sont en grand nombre. Ces braves Irlandais, et en leur compagnie beaucoup de Canadiens-Français, d'Allemands, de Polonais, de Galiciens et de Ruthènes aussi, ont eu et ont encore à souffrir beaucoup plus que les Canadiens-Français et autres groupes de nationalités diverses établis à Saint-Boniface ou ailleurs où ils forment groupes à part et indépendants de tout mélange avec les Protestants. Dans ces endroits en quelque sorte privilégiés, grâce à la bonne volonté du gouvernement actuel du Manitoba, nos écoles peuvent jouir de leur part légitime des subsides de l'Etat tout comme des octrois supplémentaires accordés par les Municipalités où elles sont établies. Sans doute la pénible nécessité de se soumettre aux règlements scolaires d'une loi dite neutre en principe, mais en réalité protestante dans son fonctionnement, laisse à cette loi tout son caractère

inique et odieux, mais il y a soulagement pourtant, ce qui ne saurait exister à Winnipeg, par exemple, où la Commission Scolaire est une pour toute la ville et de plus composée exclusivement de Protestants. J'ai admiré la noble lutte soutenue par nos Catholiques de toutes langues, et surtont par les Irlandais; j'ai pris à cette lutte une part active et j'ai vu avec admiration aussi les sacrifices pécuniaires et autres qu'ils se sont imposés pour assurer à leurs enfants une éducation vraiment chrétienne et catholique. Malheureusement,—je le dis avec autant de confusion dans l'âme que de tristesse au cœur,—les évènements récents qui se sont produits à Winnipeg même, et l'attitude extraordinaire, pour ne pas dire inconcevable, prise par ces mêmes Irlandais, du moins par un certain nombre de citoyens de langue anglaise des plus en vue, dans la question de l'enseignement secondaire et supérieur, n'est ni plus ni moins qu'une abjuration publique de leur noble passé et une quasi révolte contre l'Autorité Ecclésiastique en matière d'Education. Cette assertion, Excellence, est bien grave, je le sais, trop grave même pour ne pas exiger une preuve en bonne et due forme. C'est ce que j'entreprends de faire ici par une démonstration de faits, dont il est impossible de nier l'existence.

Permettez, Excellence, que je vous donne d'abord un court précis historique de la fondation en 1877 et du fonctionnement depuis de l'Université du Manitoba. Etablie sur le modèle de l'Université de Londres en Angleterre, notre Université n'eut pas plus tôt reçu son existence légale, que trois Collèges Confessionnels, le Collège de Saint-Boniface, représentant les Catholiques de la Province du Manitoba, le Collège de "St. John", représentant les Anglicans, et le Collège de Manitoba, représentant les Presbytériens, y devinrent immédiatement affiliés et constituèrent, pour ainsi dire, les facteurs vitaux de la dite Université. Arrivé moi-même au Manitoba en 1878,

et devenu dans l'espace de quelques mois à la fois membre du Bureau d'Education, membre du Conseil Universitaire et membre du Bureau des Etudes, dont je suis le président depuis au-delà de 25 ans, j'ai été mis à même d'étudier le fonctionnement de notre Université dans tous ses détails. Ce qui m'a le plus frappé, ça été certainement la bonne entente et la noble émulation qui ont toujours existé entre les Collèges affiliés ci-dessus mentionnés. Ces trois Collèges établirent tout d'abord un curriculum commun d'études secondaires, laissant avec cela à chaque Collège affilié son autonomie propre, dans l'administration disciplinaire, éducative et financière de son gouvernement intérieur. La langue anglaise et la langue française étaient traitées toutes deux à peu près sur un pied d'égalité, bien que l'Anglais fut reconnu pratiquement comme la langue des débats tant au Conseil Universitaire qu'au Bureau des Etudes. Le Collège de Saint-Boniface avait le choix de ses auteurs en histoire et en littérature, et le cours de Philosophie latine était aussi reconnu et accepté pour les Catholiques tout comme le cours anglais de Philosophie était en force pour les Protestants.

Cet état de choses se continua d'année en année. Les examens étaient conduits par des examinateurs choisis par ces trois Collèges affiliés, mais sujets à l'approbation du Conseil Universitaire; et d'après les résultats de ces examens des degrés de Bacheliers-ès-Arts étaient octroyés aux heureux et méritants compétiteurs par un pouvoir unique, l'Université elle-même. Avec le temps le nombre des Collèges affiliés augmenta par l'entrée au sein de l'université du "Wesley College", représentant les Méthodistes, et aussi du Collège Médical. Bientôt même des changements importants eurent lieu par la création de Facultés ou chaires d'enseignement dans les mathématiques et les sciences naturelles, avec la perspective de voir surgir aussi dans un avenir plus ou moins rapproché d'autres Facultés en Lan-

gues Modernes, Histoire, etc. Cependant il est à remarquer que le Collège de Saint-Boniface continua, quoiqu'à peu près seul, à donner à ses élèves tout l'enseignement requis pour leur permettre d'arriver au titre universitaire de Bacheliers-ès-Arts, les autres Collèges affiliés, le Collège Médical en particulier, crurent préférable, pour des raisons d'économie interne, de laisser leurs élèves respectifs suivre les cours de science donnés au sein de l'Université même.

La marche du changement était lente, mais elle allait s'accentuant de plus en plus, et il était facile de prévoir le mouvement final qui vient de se manifester. Ce mouvement a été en quelque sorte précipité comme conséquence dernière de trois rapports différents présentés au gouvernement provincial par une Commission Royale spécialement nommée pour étudier le fonctionnement de l'Université du Manitoba. De ces rapports, l'un ignorant complètement les services durant tant d'années rendus par les Collèges affiliés, demandait une Université d'état pure et simple; le deuxième, moins brutal en apparence, mais en réalité tout aussi exclusif, enlevait aux Collèges affiliés toute part possible à l'administration financière des biens de l'Université, et tout en leur laissant voix délibérante au Sénat chargé de la partie académique, soumettait cependant toutes leurs délibérations à un vote final émanant exclusivement du Bureau des gouverneurs, où les dits Collèges ne devaient être nullement représentés; seul le troisième rapport signé par un avocat méthodiste, M. J. A. M. Aikins, et par moi-même, reconnaissait et conservait aux Collèges affiliés leur position normale et légitime au sein de l'Université, tout en reconnaissant certaines modifications secondaires propres à faciliter l'administration financière et la gouverne interne de l'Université. Et soit dit en passant la justice et l'equité de ce troisième rapport impressionna si favorablement le gouvernement provincial qu'il parut incliner à l'adopter comme sien.

Mais nous arrivons à l'heure critique de l'histoire de l'Université du Manitoba. Le Conseil Universitaire, mû par des intérêts de sections et préparé de longue main par des agitateurs mal avisés, s'est emparé des trois susdits rapports pour en formuler un projet de loi dont la résultante serait la mise de coté du troisième rapport pour arriver à l'établissement d'une Université telle que suggérée par deux des rapports de la Commission Royale. Or voici comment les délibérations sont conduites au Conseil Universitaire, dont les membres sont à l'heure présente au nombre d'au moins 65, chacun des Collèges affiliés y ayant 7 représentants.

Sans entrer ici dans des détails trop longs et peut-être fastidieux, qu'il me suffise de dire que des 7 représentants du Collège de Saint-Boniface, 4 sont laïcs, deux, Canadiens-Français et deux Irlandais, et trois sont des prêtres — deux Jésuites et moi-même: mais tous éligibles d'année en année et même révocables à discrétion par les autorités dirigeantes du Collège.

A la première séance du Conseil convoquée en Novembre dernier pour étudier la question universitaire il devint clair pour tous que la majorité du dit Conseil allait se prononcer en faveur d'un changement radical dans la Constitution de l'Université. Le Collège de Saint-Boniface fut alarmé de ce premier pas; et comme conséquence immédiate une assemblée privée de ses représentants, sous la présidence de Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface, fut convoquée par les autorités du susdit Collège. Le Docteur Devine, de Winnipeg, l'un des deux représentants Irlandais, voulut bien nous faire part de ses vues. Pour lui le Collège de Saint-Boniface aurait failli en quelque sorte à sa mission et ne serait plus à la hauteur de la position. L'idéal du Docteur Devine, lui un Irlandais catholique, mais gradué d'une université protestante, nous fut présenté dans l'université anglaise d'Oxford; d'où université d'état pour Manitoba avec pensions pour les jeunes gens catholiques désireux de sui

vre les cours d'enseignement de cette université d'état. En vain Monseigneur et les autres membres présents du Conseil essayèrent de raisonner avec le docteur: impossible d'obtenir le moindre changement d'opinion. Aussi le vote du Docteur à l'assemblée suivante du Conseil Universitaire ne fut-il pas une surprise, bien qu'il provoqua un sentiment de profonde tristesse chez tous les amis du Collège de Saint-Boniface. Il est bon, je crois, de dire ici quelques mots du cours d'études suivi au dit Collège de Saint-Boniface, afin de mieux réaliser la position.

Le Collège de Saint-Boniface a toujours ouvert larges ses portes à tous les jeunes gens catholiques avides de recevoir une éducation solide et chrétienne. La nationalité n'est jamais entrée en ligne de considération spéciale. Bien que le Français, à raison du nombre plus que prépondérant des élèves de cette langue, y ait jusqu'à ces dernières années occupé la place d'honneur, l'Anglais pourtant n'y a jamais été négligé. Et depuis 1885, époque à laquelle les Révérends Pères Jésuites ont pris la direction de cette institution d'enseignement secondaire et supérieur, la culture de la langue anglaise y a constamment gagné en importance. Et depuis les dernières années, les autorités du Collège n'ont pas hésité, pour répondre aux besoins des élèves de langue anglaise, à augmenter le personnel de la Maison et à dédoubler le cours classique: si bien qu'à l'heure présente un élève peut commencer son cours classique en Anglais dès ses éléments latins jusqu'à la Philosophie; le même élève serait libre pareillement de commencer et de compléter son cours classique en Français. Mais dans l'un comme dans l'autre cas le Français ou l'Anglais doit être étudié comme matière secondaire. Le cours de Philosophie se donnant en Latin, tous les élèves s'y rencontrent. Et encore ici s'il fallait parler de préférence, elle serait, je crois en faveur de l'Anglais; car outre que les explications requises se donnent dans les deux langues également, il y

a certaines matières comme l'Economie politique, par exemple, dont le cours est suivi à peu près exclusievment en Anglais. L'enseignement des Mathématiques et des Sciences naturelles se donne indifféremment en Anglais ou en Français au choix de l'élève.

Les élèves des différentes nationalités, qui fréquentent le Collège, peuvent ainsi se familiariser avec les deux langues officielles du pays tout en apprenant le latin, la langue propre de l'Église. Cette méthode d'enseignement a pour effet aussi de rapprocher les mentalités propres à chaque nationalité; et par les rapports journaliers et constants qu'elle maintient, elle contribue largement, sinon à effacer complètement, du moins à adoucir considérablement les apretés de races toujours dangeureuses dans un pays cosmopolite comme le nôtre. C'est aussi une préparation très précieuse au point de vue des rapports tant religieux que sociaux. Ceux surtout qui se destinent au ministère ecclésiastique, doivent retirer de cet état de choses des avantages inappréciables. Une formation commune à la pratique de la piété, une préparation soignée aux luttes religieuses ou politico-religieuses, une attention suivie à tout ce qui peut ouvrir la voie aux positions libérales au milieu d'une population cosmopolite et en majorité protestante, tout cela assurément donne dans notre pays au Collège de Saint-Boniface une position unique et très enviable. Les Pères Jésuites, réalisant toute l'importance de la haute mission qui leur est confiée, s'efforcent d'y correspondre en donnant au Collège un personnel de professeurs aussi distingués qu'habiles dans toutes les branches de l'enseignement qui peuvent conduire au degré de Bachelier-ès-Arts. Et il est à remarquer que de tous les Collèges classiques affiliés à l'Universilé du Manitoba le Collège de Saint-Boniface est le seul qui donne un cours complet; et il le fait avec un succès tel que dans les épreuves des examens du Baccalauréat et des bourses Universitaires, ses élèves sortent pour la plupart du

temps avec un contingent d'honneurs plus que proportionnel à leur nombre comparé au chiffre des élèves des autres Collègcs. Et ne faut-il pas admettre aussi que cette vie dans une maison exclusivement catholique et cette formation par les plus grands éducateurs connus de la jeunesse chrétienne, offrent à notre génération croissante, espoir de l'avenir, une protection et une sauvegarde des plus assurées contre les dangers d'un contact nécessaire et constant avec des gens plus ou moins fanatiques et de croyances religieuses si différentes des nôtres.

Et cependant c'est contre ce Collège que le Docteur Devine s'est prononcé en donnant son vote, lui un des représentants du Collège de Saint-Boniface, pour la création d'une Université neutre devant enseigner toutes les branches d'un cours classique, et en invoquant l'établissement de pensions identiques à celles qui existent à l'Université d'Oxford. Le scandale eut été moindre si le susdit Docteur, après sa démission, n'eût cherché et réussi à s'introduire subrepticement au Conseil Universitaire et là jeté à la pâture d'une majorité protestante, dans un discours indigne d'un vrai Catholique, des idées vraiment subversives de tout ordre établi dans l'Église en matière d'éducation. Le *Free Press*, journal absolument anti-catholique, s'est aussitôt emparé de l'incident et a proclamé haut à la face de tous les Catholiques et Protestants de la province cette attitude pour le moins téméraire et inconsidérée du Docteur en la qualifiant de déclaration d'indépendance et de révolte ouverte des Catholiques de langue anglaise contre les Autorités Ecclésiastiques de Saint-Boniface, (voir document no 1).

Encore si le Docteur eût été seul dans cet esprit de révolte, mais non : il avait posé comme représentant l'opinion des Catholiques de langue anglaise de Winnipeg. Nous croyions bien qu'il ne pouvait en être ainsi, et pourtant nous avons été forcés de constater comme une trop

triste réalité qu'un certain nombre des Catholiques de langue anglaise dirigeants de Winnipeg donnaient dans les mêmes idées (voir document no 4).

En vain le Recteur du Collège et moi-même avons tenté de faire le jour dans ces intelligences obscurcies pour l'heure, en vain ai-je essayé de toucher la corde sensible de leur cœur en leur rappelant leur glorieux passé dans la question des écoles du Manitoba. En vain la *North West Review*, journal catholique et anglais de Winnipeg, a-t-elle, en termes aussi délicats que pondérés, essayé de les remettre sur la voie droite des grands et inaltérables principes catholiques, (voir documents nos 2, 3, 5, 8, 9, 10, 11,) ils demeurèrent obstinés dans leur mouvement de révolte scandaleuse. (voir documents nos 6 et 7.) Et qu'est-ce en définitive que cette Université d'Oxford qu'ils veulent transporter à Winnipeg? J'ai prouvé, documents en mains (voir réponse à M. de Manbey no 12.), qu'il n'existe aucun trait de ressemblance réelle entre cette Université d'Oxford et l'Université du Manitoba, entre les pensions d'Oxford et celles demandées pour Winnipeg. Et cependant quand au Conseil Universitaire (voir documents nos 13 et 14), j'ai dû stigmatiser, comme elle le méritait, la conduite du Docteur Devine en faisant enlever des minutes tout ce qu'il avait dit insidieusement et contre Mgr l'Archevêque et contre les Autorités du Collège, son successeur, comme représentant du Collège de Saint-Boniface, mais infidèle à la cause des intérêts catholiques, le Dr McKenty, n'a pas hésité à présenter, quoique sous des formes quelque peu adoucies, la même proposition qu'avait émise le Dr Devine. C'était jeter le discrédit sur tout ce que l'Église a de plus auguste et de plus sacré au Manitoba. Et dire que tout cela n'a été que le résultat d'une guerre de race, d'un sentiment anti-français de la part d'un petit groupe, faut-il le dire, de meneurs mal avisés.

Si ces bons Irlandais catholiques, que j'aime pour-

tant et que je connais puisque je travaille au milieu d'eux depuis plus de 25 ans, veulent un Collège exclusivement de langue anglaise, (et c'est ce qu'ils ambitionnent) ne semble-t-il pas naturel qu'ils eussent dû d'abord compter leurs ressources pécunaires et se compter pour savoir si le nombre limité d'élèves de langue anglaise pourrait justifier l'établissement d'une semblable institution et en assurer le maintien? Or c'est un fait avéré que pour l'heure nos Irlandais catholiques de Winnipeg ne sont pas plus en état pécuniairement parlant d'entretenir que de construire un Collège exclusivement consacré aux intérêts des Catholiques de langue anglaise de la Province. Quand le moment en sera venu, si la nécessité le demande, ils peuvent compter sur le bon vouloir et l'encouragement le plus entier et de l'autorité diocésaine et de tous les amis vrais et sincères de la cause irlandaise dans toute entreprise dont les résultats devront tourner à la gloire de l'Église et au bien commun des Catholiques du pays.

Aussi croyons-nous que Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface a pour le moment, dans l'érection de son Petit-Séminaire, une œuvre beaucoup plus importante. En faisant voir comme je l'ai fait plus haut tous les avantages qu'offre le Collège de Saint-Boniface, j'ai par là même démontré les avantages d'un Petit-Séminaire établi sur des bases semblables, mais avec le but immédiat de donner des prêtres à l'Église du Manitoba et de l'Ouest Canadien. Ce qui nous manque, c'est un clergé homogène, ce sont des prêtres imbus du même esprit chrétien, faisant abstraction de tout préjugé national, pour ne voir en tout que la diffusion et la préservation de la foi. Liberté d'action, respect des langues, et union dans la charité. Si un jour la langue anglaise doit devenir la langue unique des populations de l'Ouest canadien, personne au jour donné ne refusera de se soumettre à cette état de chose. Mais il y a loin d'ici là, et toute contraintre ne saurait que reculer le

jour où les fidèles du Manitoba et des Provinces de l'Ouest prieront et seront instruits dans une langue unique. L'assimilation, si elle doit jamais se produire, devra nous arriver doucement et sans efforts. En attendant Dieu veuille que l'on voie se réaliser au milieu de nous cette parole depuis si longtemps célèbre "In certis (c-à-d dans la foi et la morale) unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas !"

Je pourrais ajouter à ces faits déjà trop pénibles les lettres anonymes (signées Patricius, Paddy, Theologian, etc) à l'adresse de Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface, lettres toutes remplies du venin de la haine la plus vile et la plus rampante, mais, dans un rapport comme celui-ci, je ne crois pas qu'il soit opportun de m'arrêter à ces détails par trop pénibles et scandaleux. Cependant il n'est peut-être pas hors de propos de signaler à Votre Excellence le fait par trop regrettable que la population catholique de langue anglaise de Winnipeg n'a pas jugé de son devoir de protester publiquement contre un semblable amas de diatribes lancées à la figure de la première autorité ecclésiastique du Manitoba. Seules quelques voix individuelles, en trop petit nombre, se sont fait entendre pour stigmatiser comme elle le méritait cette conduite vraiment impie et sacrilège. Il faut le dire aussi à la louanges des Catholiques de langues allemande, polonaise et française, ils se sont levés en masse et leurs protestations aussi énergiques que nobles et chrétiennes ont dû être un sujet de grande consolation pour le cœur endolori de Monseigneur l'Archevêque de Saint-Boniface.

Église de l'Immaculée-Conception.
Winnipeg, 10 avril 1911.

A.-A. CHERRIER,
ptre, curé.

SUPPLEMENT

Document no 1.

The Telegram, December 9th., 1910.

Roman Catholics war on question of a University.

English-Speaking Members of Church. may Establish Separate College. — Dr Devine is forced to resign. — Controversy over St. Boniface College. Affiliation reaches acute stage."

The English-speaking Catholics in the city are determined to have a college affiliated with the Manitoba University: notwithstanding the fact that the French Catholics have declared themselves opposed to this course. The fact was clearly shown by Dr J. A. Devine in an address before the university council yesterday afternoon.

Dr. Devine, who has been representing St. Boniface college on the council for the last five years, said he had been asked to resign and having done so, had called a meeting of the English-speaking Catholics in the city and a resolution had been passed to the effect that if St. Boniface withdrew from the University, they wished to receive the necessary land at the university on which buildings could be erected. Dr. Devine said:

No longer connected

"Mr. Chancellor:

"I rise to ask you, sir, and the members of the university council, whether you will be so good as to allow me to make what I believe to be a very important pronouncement on the university question in Manitoba. In the first place I no longer represent St. Boniface college, and, therefore no longer can be looked to for any expression of opinion as to the views of that college. But, sir, I came here to-day while representing the medical college (a privilege for which I have to thank Dr. Chown), to present the views of the English-speaking lay Catholics upon the university question. St. Boniface college and its representatives on this council pretend to place before you the view-point of the whole Catholic body in Manitoba.

"I deny that they represent the Catholic body. I have been in this university council for some five years; I was asked to become a representative by Rev. Father Drummond, and at that time I made it perfectly clear that on any question that

might come up I was to have the right to vote, act and speak as I judged fit. At the last meeting of this council I voted for a university with teaching faculties. I did so after expressing my views at a meeting of the representatives of St. Boniface college, held at the college. I may say here that th s was the first meeting of the representatives of St. Boniface college held for twelve years, that either Dr. Barrett or myself have heard of, at which the English-speaking representatives were invited to be present.

"At that meeting, which was held on Monday evening, November 14, I expressed my personnal views. Although I understood that that meeting was to be solely composed of the university representatives of St. Boniface college, I found His Grace, the Archbishop of St. Boniface, presiding. As you are aware, sir, His Grace of St. Boniface is not a representative in this council. I laid my personal views unreservedly before that meeting; views I also believe to be held by the majority of the English-speaking in Manitoba. These views were utterly scouted. I then offered to resign, at the same time announcing my intention to call a meeting of the English-speaking Catholics of Winnipeg in order to consult them upon the question.

"At that time my resignation was not accepted, but as I had fully expressed my views to His Grace and to the French-Canadian representatives of the university council present at that meeting, I promised that at the university council meeting to be held on the following Thursday, I would hold my peace reserving, however, my right to vote for a university with teaching faculties. The day after the meeting of the university council, at which I registered my vote for a university with teaching faculties, I was asked my resignation by the Rector of St. Boniface college. I resigned.

"I believe that the demand for my resignation was timed so that I would be debarred from attendance at any future university council meeting and be helpless to present my views. One thing it did, however it placed me absolutely in the position to go to the root of the matter and this I proceeded to do. I arranged to meet the most prominent members of the English-speaking Catholics and laid my views before them, and I stand here this afternoon to assure you, Your Grace, and you gentlemen of the university council, that with not even a dissenting voice, at the most representative meeting of English-speaking Catholics that could be got together, that the principle of a university with teaching faculties was fully approved.

"Before I close I wish to read a resolution which places on record the views of English-speaking Catholics on this question.

This resolution as I have said, was unanimously passed at a meeting of the most representative English-speaking Catholics held in Winnipeg last night, and I am authorized by the two lay English-speaking Catholics at present representing St. Boniface college on this council, Dr. J. K. Barrett and Dr. James McKenty, to state that they fully concur in this resolution. This is the resolution:

"Whereas it has been announced that in the event of the proposed reorganisation of the University of Manitoba, St. Boniface college may withdraw from the said university;

"And whereas it is the wish of the English-speaking laity, and we believe it to be in the interests of the whole of the Catholic body in Manitoba, to have a college in affiliation with the university and to take advantage of the teaching faculties of the said university;

"Therefore be it resolved, that should St. Boniface college withdraw, we declare it to be the desire of the English-speaking Catholic laity to remain in affiliation with the university of Manitoba, and to receive the necessary ground at the university site, upon which to erect a college or residence, upon the plan adopted by the English-speaking Catholics at Oxford university, at which Catholic students in attendance at the university may reside."

The chancellor, Archbishop Matheson, read a letter from the Rector of St. Boniface college appointing Dr. McKenty a representative on the council in place of Dr. J. A. Devine, who has resigned. Another letter was received from Dr. Chown, of the Medical college, appointieg Dr. Devine as representative for the Medical college at this meeting.

Isaac Pitblado tendered his resignatian as a member of the finance committee and the chairman of the faculties was appointed in Mr. Pitblado's place.

Dr Perry moved a resolution that a committee be appointed of Archbishop Matheson and I. Pitblado, to appoint a committee to look after improvements to be made on the grounds on the new university site and the plan for the erecting of buildings and also to secure temporary accommodations for the students next autumn. The meeting was adjourned until Dec. 15.

***

DOCUMENT NO 2.

Free Press, December 10, 1910.

To the Editor of the *Free Press:*

Sir,—I notice in the local newspapers of Winnipeg that a regrettable incident has occurred at the university meeting of

the 8th instant regarding the position of the St, Bonifoce college in the said university; and I notice, also, an editorial in saturday's *Free Press* which in my opinion, is still more regrettable from a Catholic standpoint.

Now, for the information of your readers, let me here state that the position of the St. Bonifoce college to the new departure contemplated apparently by the majority of the members of the university council, is simply due to this: Of the reports of the Royal commission appointed some years ago to study the workings in general of our university one, signed by Mr J. A.M. Aikins and myself, recommended the continuation of the affiliated colleges in the position which they now hold as integral factors in the existence and the administration of the said university; while another report, signed by Mr. Mrchray, Dr. Wilson and Rev. J. Gordon reduced the position of these colleges to a minimum doing away almost entirely with their present action and influence in our university affairs.

Naturally the authorities of the college of St. Boniface could not but consider it undignified on their part to silently accept an unjust and unfair decision on the part of the ruling majority to impose on them a position which "prima facie" would mean a recognition of unworthiness as well as inability to continue what during no less than thirty years, the members of the said college, whoever they were, have done with such unrelenting devotedness and great success.

Hence the stand taken by the representatives, almost to a unit, of that college in the university council.

Again sir, I submit that it is utterly unworthy of any man calling himself a Catholic to either directly or indirectly deny our chief ecclesiastical authority the right to be called upon to give and actually express his views on any matter affecting the welfare of education, be it in the elementary schools or in the university teaching of the Catholics committed to its care and guidance.

It is childlish, moreover, to think that representatives of a college on the university council should act absolutely independently of one another and refuse to defend it at least in matter of vital importance to its existence. With such a principle in vogue, I would like to know what corporation or government, or even church, could continue to exist.

The statement made in the university council that the St. Boniface college will probably sever its connection with the university is to say the least about it premature. I am authorized to quiet the mind of the public by saying that the question of a complete severance of the St. Boniface college from the univer-

sity of Manitoba is one of too great moment to be decided without giving it the fullest possible consideration, however great the blow which the university council by its recent action has inflicted on us.

I think sir, that in the St. Boniface college, equipped as it is and with such men at its head as are the Jesuits we, the Catholics of Manitoba, have an institution of which we may well be proud; and I fail to see what betterment could be found for us Catholics in the establishement of a parallel institution conducted on purely secular principles.

A. A. Cherrier, P. P.

***

DOCUMENT NO 3.

Free Press, Dec. 12, 1910.

To the Editor of the *Free Press*:

Sir, — It seems to be taken for granted by a good many Catholics of Winnipeg that in the event of the re-organisation of the University of Manitoba, the St. Boniface college may withdraw from the said university. On that assumption was based the English-speaking resolution, voiced by Dr. Devine, published in your edition of last Friday.

Now, I would recall to mind that only one of the representatives of the St. Boniface college on the university council, not two of them, ever spoke of our withdrawal, and under correction at that, for he added: "As far as I am concerned."

Though the proposed withdrawal did not quite agree with the great majority of the St. Boniface college board still it was not deemed prudent to deny it flatly then and there, as that would have made the situation very awkward. But now, it is time to state the truth of the matter.

1. St. Boniface college is not disposed to withdraw till we are literally evicted from the university, for we are in our own household there. and we will stick to our affiliation and not sever our connection as long as no majority denies us authoritatively the right of being considered as a part of the university and treated accordingly.

2. We are not likely, it is true, to take advantage of the teaching faculties of the university, at least, most of them. But the reason for that is plain. We want our undergraduates to imbibe a thorough Catholic spirit under Catholic tuition, and in this we feel the majority of the Catholics of Winnipeg must be siding with us.

J. Carrière, S. J.
Rector of St. Boniface College.

DOCUMENT NO 4.

Free Press, Dec. 14th., 1910.

Sir,

We notice that the rector of St. Boniface college and Rev. A. A. Cherrier, two of the representatives of St. Boniface college on the university council, favored the daily papers with letters on the action taken by Dr. Devine at the meeting of the university council on the 8th inst. As Dr. Devine was duly authorized to speak on behalf of the English-speaking Catholics of Manitoba, and to present to the university council a resolution unanimously passed by them, it logically follows that a criticism of his action is a criticism of our position on that question.

The rector of the college says that "St. Boniface college will not withdraw from its affiliation with the university until it is literally evicted." So far so good; but in the very next paragraph he says: "We are not likely, it is true, to take advantage of the teaching faculties of the university, at least most of them," and he goes on to state his reasons: "We want our undergratuates to imbibe a thorough Catholic spirit under Catholic tuition, and in this we feel that the Catholics of Winnipeg must be siding with us."

Now, sir, this is just where the Catholics of Winnipeg take issue with the rector of St. Boniface college. Up to the present time the students of St. Boniface college have been deprived of the advantages of the university training. All the advantage given them was the degrees of the university.

Now that the university proposes to give its students the advantage of a complete university training, the English-speaking Catholics of this province desire that our students should not be deprived of these advantages. We have, therefore, resolved that a college or residence for our students be erected in close proximity to the university, on a plan similar to that adopted by the English Catholics for their students attending the University of Oxford. In that college we intend to place Catholics tutors or professors who will be in every way qualified to look after the moral and religious training of our students. We intend that these professors should be "men of light and learning," who will set the pace in higher educational training. With such men to guide, direct and correct any false tendencies that may creep into the teachings of the university, there can be no fear of the moral and religion of the Catholic students in attendance at the university. We wish our Catholic students to mingle with the other students and to grow up virile Catholics, able to meet and vanquish the errors that they encounter. We have nothing to

fear in such environment. The most learned body in England today is the Jesuits. Let us have as the guardians of our students English Jesuits resident in our proposed college and we will answer for the moral, religious ond intellectual training of our students. This is our ambition and nothing short of this will satisfy us.

Now with regard to Rev. Father Cherrier's letter let us say:

(1) We cannot agree with his regrets at the attitude taken by Dr. Devine in as much as it clearly sets forth the great needs of the Catholics of Manitoba as we view them.

(2) We cannot understand why Father Cherrier should have any regrets at the *Free Press* should have taken editorial clearly and fairly presented to its readers the position embodied in our resolution. Instead of condemning, we gratefully thank the *Free Press* for its editorial comment. Had Father Cherrier stated that from his view-point (which is not ours) he regretted the position we have taken on this question, we could understand his criticism.

(3) We will pass over his complaints at the way his and Mr. Aikins report was received by the majority of the council. When framing that report they were acting, we trust, is a conscientious manner as commissioners, and not as the representatives of any particular college or colleges. That the majority of the council did not see eye to eye with them may be unfortunate, but is no reason for characterizing their action as "unjust and unfair."

(4) The reverend gentleman, simply because Dr. Devine stated a fact call into question his Catholicity. The notice calling the meeting at St. Boniface college stated that it was to be a meeting of the representatives of that college on the university. Dr. Devine simply stated in his address that when he went to that meeting he found His Grace of St. Boniface, who was not representative of the council, presiding. He did not in any way question the right of His Grace to be there, nor did he call in question his ecclesiastical authority as head of the archidiocese. Neither do we. What we claim is that the parents have the inalienable right to select what they consider the best means to provide for the educational and other interests of their children, and no one has any authority or privilege to interfere with these rights so long as the methods adopted do not expose these children to moral or religious shipwreck. The English-speaking Catholics of Winnipeg have endure much — too much — in maintaining this principle to be charged with the want of proper Catholic ideals.

(5) Father Cherrier says: "It is childlish moreover to think

that representatives of one college at the university council should act absolutely independant of one another." We agree with this, but would not like to remind Father Cherrier that that has been the position in which the English-speaking representatives have been placed by the policy pursued by the college authorities. They have never taken the trouble of consulting the English-speaking representatives and consequently have left them to grope in the dark. Had they shown them the courtesy of occasionally calling them together to discuss and consider what was best to be done in the interest of the college, the representatives of the college would have been able to appear more of a unit on the council. We take a stand that the English-speaking representatives represent the English-speaking Catholics and have a right to voice their sentiments."

(6) Father Cherrier tells us that he is authorized to state that the question of complete severance of the college from the university is one of too great moment to be lightly decided. We want to know who authorized him to make this public statement? Was it the representatives of St. Boniface college on the university? It has been reported in the public press that Father Cherrier himself announced at the meeting of the university council, held on Nov. 24, that if the scheme of a university with teaching faculties were adopted St. Boniface might be forced to consider the advisability of withdrawing from affiliation with the university. Hence our action.

We resent Father Cherrier's statement that he "fails to see what betterment could be found (than St. Boniface college) for us Cathalics in the establishment of a parallel institution conducted on purely secular principles." We never proposed a parallel institution conducted on purely secular principles, and the reverend gentleman is misrepresenting us when he says so.

(Signed)

D. E. McKenty	E. Cass.
Thos. J. Murray	Chas Hanley
D. F. Coyle	W. Dwyer
Joseph Troy	J. J. Callahan
James McKenty	John Boyle
W. H. Brandon	F. W. Russell
J. K. Barrett	J. Edward O'Conner
James Devine	A. B. McAllister

DOCUMENT NO 5.

Free Press, Dec. 16, 1910.

To the Editor of the *Free Press.*

Sir, — The reply given in the *Free Press* (issue of the 14th inst.) to Rev. F. Carriere, S.J., and Rev. A. A. Cherrier's letters on the university question, and signed by sixteen English-speaking Catholics of Winnipeg, is in my opinion, much more regrettable than either the pronouncement of Doctor Devine or the editorial of the *Free Press* on education.

1o — With regard to Dr. Devine's attitude in the university council. it has now come to light that the gentleman was not in the council as a "representative" of the medical faculty, but as the representative of Dr. Chown, who, in his appointment, acted not on behalf of the said medical faculty, but in his own individual capacity. I have not to question here the right of Dr. Chown on his motives to act as he did: but I am perfectly free to question the motives which prompted Dr. Devine's action, and his right to appear under the garb of one individual medical representative to give vent to views on educational matters, in which the medical faculty of Manitoba, except perhaps Dr. Chown, does not seem to be much interested, still less concerned. If Dr. Devine himself was so eager about an expression of views on university training, he could well have done so in the press, and thus escaped the disgrace which he, as a Catholic, has brought upon himself, by appearing in the garb of a stranger to Catholic interests in the university council.

2o — Without going into details of our sixteen prominent English-speaking Catholics of Winnipeg, who claim to voice the views and sentiments of all the English speaking Catholics of Manitoba, I must repeat what I have said above, viz. : That their attitude, if I properly understand it, is a most regrettable one.

In paragraph two, of their answer to my letter they say: "We cannot understand why Father Cherrier should have any regrets that the *Free Press* should have taken editorial notice of our position. That editorial "clearly" and "fairly" presented to its readers the position embodied in our resolution. Instead of condemning, "we gratefully thank the *Free Press* for its editorial comment."

Let me remark here, sir, that the sixteen representatives of the English-speaking Catholics of Winnspeg have endorsed, and this apparently without reservation, the *Free Press* editorial referred to above. But let these, my Catholic English-speaking friends, read over with me, in perfect calmness of mind, what the

Free Press, to which they seem so grateful, has launched to their face and to the face of all the English-speaking Catholics of Manitoba. "This," it says, "is the first formal public action taken by the English-speaking Roman Catholics in pursuance of the revolt against the educational policy of the authorities at St. Boniface. It is their declaration of independance against that policy. As it happened this declaration of independance has come about in connection with university education. With respect to primary education, there is also a sharply drawn line of demarcation between the English-speaking Catholics and the ecclesiastical authorities at St. Boniface. The whole situation has evidently entered upon a period of rapid development."

As I have already stated, this is the editorial for which, apparently without reservation, our English speaking Catholics express their gratitude to the *Free Press*. For their honor and good names, I cannot but tell them how deeply sorry I am at the repudiation seemingly made of a most glorious past.

In the matter of primary education they have nobly stood for many years the brunt of the battle, and I glory in having had the privilege of fighting side by side with them. Some even, whose signature appear at the bottom of the letter in question, were friends for whom I had to this present crisis, entertained the deepest admiration. But if they really meant what is the natural inference of their letter I confess I cannot remain with them any longer.

Neither could I favor their Oxford plan of university trainning, it cannot, in my estimation, stand comparison with the education as now imparted at the St. Boniface college. The few stars that may shine forth brilliantly but to quote Father Drummond's opinion on the matter expressed to me personally, our average students interests are far better served in a college like St. Boniface than by either Oxford or Cambridge or any other Protestant university. Far from my mind, however, to deprive my English-speaking friends of Winnipeg, or elsewhere, from any legitimate claim they may have in educational matters.

But, having been appointed by His Grace the Most Reverend Archbishop of St. Boniface to watch over and correct any tendencies of modernism which may creep in, I consider it my duty to warn my prominent Catholics of Winnipeg, that if they have some inalienable rights to provide for the educational interests of their children, these sacred rights however, must, at all times, be subordinate to the Authorities of the Church in matters of doctrine or morals.

The sooner this is understood the better for all concerned,

A. A. Cherrier, P. P.

DOCUMENT NO 6.

Free Press Dec. 22, 1910.

LETTER FROM THE ENGLISH CATHOLIC COMMITTEE.

To the Editor of the *Free Press*.

Sir. —

First by the Rev. Father Carriere and by the Rev. Father Cherrier, and now a second time by the latter, one of our representatives, Dr. Devine, is made the object of personal attack, which he is the last man in the world to take lying down.

For the sake of our common cause he has forced himself to be silent.

We can suffer this no longer-all the less because it is in the knowledge of all that he spoke in our name and not merely by commission. The document read by him before the university council had been read once and yet again, and then unanimously adopted at the meeting of the representatives Catholics held the night before the University Council meeting.

Let it be clearly understood at once who we are. Every English-speaking Catholic who was known to be specially interested in questions of education was invited to the meeting which was held at the Royal Alexandra Hotel. We knew not then, and we know not now, that there was absent from that meeting any person who holds other views than ours; we do know, however, men, not one or two, whose names would startle your readers, if their deep sympathy with us were made public.

These ten days we have met a number of French Canadian laymen who are absolutely at one with us; we have received not one word but "well done."

We are accused of misrepresenting the attitude of St. Boniface College in the concern of that body's withdrawal from the University of Manitoba. There is not a member of the University Council who does not smile at this trifling; they were all alive to that withdrawal being a prime factor in the University; more pertinent still is the wording in Father Cherrier's report: "We really anticipate that the scheme may be forced upon us before very long, when we may be compelled to modify or perhaps sever our connections with the university;" he has no idea "on what terms or conditions the severance may be effected."

In the letter of Father Carriere we have his word that the withdrawal was actually discussed.

Nothing is surer than that the withdrawal of St. Boniface College was a prime factor in the debates which preceded the voting on the reorganization of the University of Manitoba.

Before proceeding further to deal with the letters of Rev. Father Cherrier we desire to put it on record that we have no quarrel with the French Canadian laymen. We not only wish them well, but we are also quite willing that they should have a system of education in harmony with their ideals.

Nothing has been more gratifying to us in our last public discussions than the readiness with which French Canadian laymen have acknowledged that we are utterly unprovided for.

Now for Father Cherrier's second letter of the 16th inst. concerning Dr. Devine's right to address the university council we will say nothing; the University Council and Dr. Chown may be counted upon to deal with that effectively.

As to the disgrace Dr. Devine brought upon the Catholic body by addressing the University Council instead of writing to the press, we confess it is not whitin the power of our united vision to perceive otherwise than that in a matter so intimately concerning the University the first announcement should be made to that body, and the gentleman who was driven from his seat upon that council because he had the mind to foreshadow our views, and the courage to vote in accordance, if at all possible, of presenting these views in person.

Father Cherrier next proceeds to abuse that press which, in his opinion should have been made the recipient of our views.

You were courteous enough sir, to publish his flings at you; your editorial was your own and in no way inspired by no one of us; we have calmly reviewed your editorial and can only reiterate that "it clearly represented our positions to your readers."

Father Cherrier announces that the Archbishop of St. Boniface has appointed him a censor "to watch over and correct any tendencies of modernism which may creep in . . . . . I consider it my duty to warn my (sic) prominent Catholics of Winnipeg, that if they have some inalienable rights to provide for the educational interests of their children these sacred rights, however, must at times be subordinate to the Authorities of the Church in matters of doctrine and morals."

Sir, in your letter to the public press we laid it down as a principle that Catholic parents have "the inalienable right to select what they consider the best means to provide for the educational and other interests of their children and no one has any authority or privilege to interfere with these rights so long as the methods adopted do not expose these children to moral or religious shipwreck."

While we are determined to protect our children from all the errors of modernism, we are equally determined to protect them from the stagnation of sixteenth century Bourbonism. Let

those who approve that system of stagnation, enjoy it to the full; but let them take notice that the English-speaking Catholics absolutely decline to follow them, notwithstanding threats that our action has put us under suspicion.

The English-speaking Catholics of Winnipeg have given an example of self-sacrifice in maintaining what we believe to be a conscientious principle in education, which should protect us from this reverend censor's unmerited threats.

We have done this in face of the fact, that we were, and are still, sacrificed in cold blood to the interests of the bi-lingual school of the province.

We have determined that we have borne this sacrifice too long and intend to look after our own interests in the future.

As in Primary, so in University Education: we are most anxious to partake of every advantage offered to us by the University of Manitoba.

In doing this we assert we are not in any way departing from any principle or teaching of the Church. We do not regard the letter of Father Cherrier as representing the mind of the Church. We are prepared to take Rome as our unerring guide.

If we wish to produce the best results for both Church and State we must be equipped with all the advantages to which we are lawfully entitled. In the whole of Christendom there connot be found a more virile Catholicity than in the English-speaking world. Among the English Catholics of to-day can be found men and women of the highest education, culture and intelligence. Where, for instance, will you find men of higher intellectual culture and attainments than the English-speaking Jesuits? Then there are the Christian Brothers in Ireland who this year obtained 80 per cent of all the honors, exhibitions, etc., in the National University of Ireland. It is our ambition to enrich our province with the presence of these men. Does Father Cherrier fear that we shall suffer either in religion or morals under the care and guidance of such men? What Rome has granted to the Catholic students of Toronto University, she will not deny to us. Let us remind the Rev. Censor that the Catholics of Alberta are contemplating the establishment of a college or residence in conjunction with Alberta University, exactly on the plan adopted by the English Catholics at Oxford, we believe with the full concurrence and approval of His Lordship, Bishop Legal.

Father Cherrier gives the world to suspect that we are tainted with modernism. Truly savage if not unChristian. By what authority? If we are correctly instructed the competency of this censor does not go beyond bringing his estimate of any man's erroneous words under the eyes of the Ordinary, but Father

Cherrier has gone further and has assumed the office of accuser and judge, and for what cause ? That we have risen at the call of the Holy Father who has roused the parents of the whole world to a sense of their supreme authority in the control of their children, even putting into their charge the call to the most sacred of all the sacraments ? Are we modernists ? No. Our sin, our crying sin, has been that we have patiently followed the line of least resistance, and waited even for the grass to grow again when the choice flock had eaten to their repletion. Our crying sin, and this our redeeming virtue that if word comes tomorrow from Pope or Delegate to apologize to Father Cherrier we will obey, and any directions from Rome we will loyally follow.

The signers of this letter are a subcommittee appointed for the purpose of dealing with the question by the committee which signed the previous letter replying Father Carriere and Father Cherrier.

James McKenty,
J. K. Barrett,
James A. Devine,
Joseph Troy,
J. Edward O'Connor,
Thos. J. Murry,
F. W. Russell.

Committee.

Winnipeg, Dec. 22nd, 1910.

***

Document no 7.

The Telegram, Dec. 26, 1910.

Father Cherrier replies.

Editor *Free Press.* — The Catholic subcommittee, seven in number, appointed to answer my letter of the 16th inst. will have it that you were courteous in publishing what they generously term, "my flings at you." Perhaps you will extend that courtesy a little further by allowing me space for another few words.

In my previous letter, I have tried to give a chance to my English-speaking Catholics to set themselves right in the eyes of the public regarding their principles in matter of education But as they now reiterate to that editorial of the 10th. inst., in a morning page "clearly and fairly represented their position," it necessarily follows, at is was stated in the same article, that they stand in open revolt against and independance of educational policy of the authorities at St. Boniface. This is furthemore evinced from the following which appears in their last letter.

" We desire, " they say, " to put it on record that we have no quarrel with the French Canadian laymen. " " But they have a quarrel with some one that is beyond question: who is the one ? Possibily the authorities at St. Boniface. That at least seems to bo the prickly thorn in their left side, they will have it, that they are supreme in matters relating to the education of their children. They say that " catholic parents have the inalienable right to select what they consider the best means to provide for the educational, and other interests of their children, and no one has any authority or privilege to interfere with these rights as long as the methods adopted do not expose these children to moral or religious shipwreck. " But in case of dispute who is to be the judge of these means and methods ? Writing to the Bishops of Hungary, Leo XIII says: " See to it that they, the people under their charge, be not left without schools commendable by the excellence of the education and integrity of the teachers; and let these schools be dependent on your authority, and placed under the superintendence of the clergy. It is our intention that this be understood not only with regard to the elementary schools but also with regard to these wherein belles-lettres and advanced sciences are thaught. " And speaking of programmes of studies the same supreme Pontiff has the same pronouncement: " To the Church and to her alone, in all houses of studies, whichsoever they be, belongs the right to fix the programme of religious and moral teaching, and to determine when, how and in what measure this teaching — catechism, controversy, apologetics, course in the public laws of the Church, University courses of theology — shall be imparted to the students of different classes and institutions.

One more quotation: " Good care must be taken, says the same Leo XIII, that which is essential, i. e. the practice of christian piety, be not relegated to a second rank; that whilst the professors are laboriously engaged in explaining the word for word of some tedious science, the young students be not without concern about that true wisdom, the beginning of which is the fear of God, and about the precept which should guide them during all their lives, and so on with professors to be engaged. Now coming to this that the Holy Father has put into the charge of the parents to call their children to the most sacred of all the sacraments, I must say that here again my learned English-sqeaking Catholics are incorrect or incomplete in their statement. The decree " Quam singulari " referred to reads as follows: " The Roman Catechism says: " At what age Holy Communion should be given to children, no one can judge better than the father or the priest to whom they confess their sins. The con-

junction " or " in this case is not disjunctive but conjunctive, as it clearly appears from what follows: " For theirs, i. e., the father and the priest, is the duty to find out and to inquire of the children if they have acquired some knowledge of this admirable Sacrament and a taste for the same." That this applies not to the father or the priest separately but to both, is shown beyond the possibillity of a doubt by the norm to admit children to first Communion. No 4 of said norm reads as fellows: " The obligation of the precepts of Confession and Communion, which rests upon the child, falls back principally upon those in whose care he is, that is parents, councillors, teachers and the pastor. It belongs to the father, however, or to the person taking his place. as also to the pastor, to admit the child to first Holy Communion." Therefore, however, great the duty or honor, the father cannot claim it all to himself, but must accept to share it with another father, who is called a spiritual father or father Confessor of the child. In other words, after due investigation he may take his child to the confessor or pastor, but here ends his part of the noble work, with the latter rests the rights to pass equal judgement. The Church that holds the Divine mission of teaching and guiding cannot part with this her right to teach or guide in matters of education.

With this, sir, I am prepared to follow my learned English-speaking Catholics to my Ordinary and even to Rome if they so wish. They speak of French Canadian laymen who are in sympathy with them. I might retort by saying that there are also good English-speaking Catholics who are in full sympathy with me. As a proof let me quote from a letter recently received: " Now cheer up, father, and do not be hard on us English-speaking Catholics for the shortcomings of our over anxious brethren. You will have much trouble with those enthusiastic young fellows in stopping them from bringing Rome to Winnipeg." Another calls their letter " vile." Now with regard to the learned Jesuits of England, and the very superior brothers of Ireland, the remarks of the members of the said subcommittee may be taken as a slap in the face of our resident Jesuits and brothers, but like my witty correspondent of the prairie, I am inclined to say " Cheer up, Reverend Fathers, and Dear Brothers, and do not be hard on our English-speaking Catholics for their shortcomings. They can tell me savage and unchristian, why should you not share in my disgrace, which by the way, I consider much less disgraceful than the one incurred by Dr. Devine or those who now support him. There were learned Jesuits in France and all through Europe long before those whom we now admire in England, and I am satisfied that in the days of the

Bourbonistic stagnation in France, there were many learned men already in existence who could have taught my good English-speaking friends lessons of both Christian wisdom and social politeness.

A. A. Cherrier, P. P.

***

Document no 8.

The North West Review, Dec. 31st, 1910.

The university question. — A few pointers.

We regret to have to say that we cannot endorse the stand taken by certain English-speaking Catholics on the University question — and for the following reasons:

1. The independent policy that English-speaking Catholics commit themselves to on educational matters is not admissible. No matter how good and well intentioned Catholics may be, they cannot constitute themselves judges on matters that pertain to faith and morals. The educational problem, as all admit, is inseparable from religion, therefore the "independent policy" is an erroneous one. Neither is the policy of setting aside local Ecclesiastical authority to seek guidance only from Rome admissible. It is something novel in the Church, to say the least, and not likely to bear good fruit.

2. In the present question at issue English-speaking Catholics advance views and formulate a policy which they know to be at variance with the views of the Authorithy in the Diocese. The presumption is against them since the beginning; it is in the order of things that the presumption should be in favor of lawfully constituted authorithy as against any independent movement.

3. To invoke what is done elswhere is poor logic. Supposing the circunstances pratically identical, this would not absolve Catholics from Episcopal jurisdiction. They can no more organise a Catholic college, or introduce priests, etc. — without Episcopal sanction — than they can conduct parochial affairs without such sanction. Then the present case is likely not parallelled elswhere. What the St. Boniface authorities are contending for just now is the maintenance of the University on its present Christian basis, as against the reform movement towards secularization.

One thing is to submit to a situation and make the best we can of it, a very different thing is to be a party to create and establish the situation itself. Thus we avail ourselves of the public schools under certain circumstances, but this would be no argu-

ment for any body of Catholics to declare themselves in favor of public schools. The present movement of the English-speaking Catholics besides being a plea for a Secular University, is detrimental to existing denominational colleges. The reformers will naturally look upon this movement as a message to them to go on with their work of reform, come what may of the denominational colleges. As to the situation of the Catholics at Oxford, we hold it on good authority that what Rome has sanctioned is that Catholic students may avail themselves of the post-graduate courses, and not all of the arts course or the ordinary college course.

4. The alleged advantage of a virile Catholicity to be derived from co-education with Protestants is more apparent than real. This phase of the question may be taken up later, but we believe the consensus of opinion among Catholic educators will be found adverse to this claim. As Father Cherrier pointed out, the normal condition of affairs in the Church is that colleges as well as primary schools should be conducted on Catholic lines. The Catholic Encyclopedia in summing up its article on Education, expresses itself thus: " Religion should be an essential part of education; it should form not only an adjunct to instruction in other subjects, but the centre about which these are grouped and the spirit by which they are permeated." The above remarks represent the views of this paper, and are not dictated nor inspired from elswhere. As a Catholic journal we could not stand an indifferent spectator to this movement.

We felt in our duty to point out the elementary principles by which Catholics should be guided in matters of this kind. It is not for us to know the subtle reasonings by which the promoters of this movement may justify themselves in their own eyes, we have to treat of it as it affects the public mind. Apart from the pros and cons of the whole affair, the somewhat defiant attitude in which this movement was inaugurated and is being carried on will have escaped no one.

Let us hope that the New Year will inspire wiser counsels.

***

DOCUMENT NO 9.

The North-West Review, Jan. 7, 1911.

To the Editor of the *North-West Review.*

Dear Editor: — I wish to publish in your columns a few facts relative to the English Classical Course as actually organized at St. Boniface College. They may serve the purpose of

rectifying certain prevalent erroneous views no less detrimental to the English-speaking Catholics than to the body of men actually devoting their best energies to the cause of education. A complete and separate English Course was finally organized in 1906 i. e. as soon as the number of English-speaking students justified its creation.

In that year Rev. Father Cotter, one of our best classical scholars was ordered to abandon important duties in Montreal and to come out West to take charge of the English Arts Course. But how many English students were in the Arts Course then ? Four ! For four English students then Father Cotter toiled a whole year, after which he asked to be relieved. I was assigned to take his place on the face of the credentials I had carried back with me after my post-graduate course at Frederick, Maryland, and St. Andrew-on-Hudson, New-York.

At the university examinations of the following April I need merely say here that not one failure was recorded against any of my regular pupils. I shall add that not one of my pupils of the Arts course ever failed in English. For last year's examination our percentage of first class standing in English was slightly above that of the other colleges taken collectively. In the Classics and in the Moderns our English students secured four scolarships in competition with the other colleges in the last two examinations and withal it must be remembered that those students who thus held their own were handicapped to some extent because when in the lower classes they had not had purely English teachers, the English course having been organized only subsequently to their passing through those classes. The rising generation reared under the new regime ought to give and I think will give still better results. One other French name besides mine appears on the list of teachers in the English Course, Father Léveillé's.

No one can question his right to be there for Father Lèveillé is a graduate of London University, the foremost English institution of the world. He took honors in Mathematics in 1907 and the great Prof. Pearson of that institution in a private letter to his former pupil calls him the best student he has had for years. In a preliminary examination at that same London University seven young Jesuits were among the candidates, six English Jesuits and one Canadian, the Canadian alone passed, that Canadian was Father Léveillé. Like incidents could be conjured up in connection with Father Cox, Downes etc.

I venture to say that of the students of the English Course of to-day, not one could be induced to deliberately declare himself dissatisfied with the English Course as actually organized,

or with the general teaching of any department, many chafe under the discipline of the college. The "boarders" find College like somewhat stringent.

The life of a boarding College cannot appeal to all students; yet its advantages outweigh its drawbacks. In our actual predicament it is a necessity and to the students who knows how to make us of the numerous advantages it affords, it is a potent factor making for that virileness and strenuousness of character so eulogized by Father Vaughan. I shall appear to wax enthusiastic when I say that the Catholic Winnipeg student of to-day will not readily find another institution combining for him so many advantages as St. Boniface College, and to an unbiased mind I think I shall make good my point.

I suppose the student to be a day-scholar. His daily walks to and from the College ensure a minimum of physical exercice, the two weekly half holidays give him ample opportunities to supply further requisites in that line. He is thrown in here with a cosmopolitan population and comes into touch with the rising Catholic generation of the West. This is no slight advantage, whatever be his future career.

In Protestant Winnipeg he will be sufficiently in contact with those of different creeds to give him enough of that vaunted virile formation which such a contact sometimes gives. The University class lists show that our standard even now is not below that of any of the other Colleges and therefore, I venture to say, not below that of any other institution in Canada. I am not speaking of the Arts Course only.

Our Curriculum for Matriculation and the first two years of the Arts Course is that of the University. The last two years embrace a course of studies which I consider cannot be bettered: 1st. A complete course of Latin Philosophy — and I pity the man who ridicules Latin Philosophy. 2nd. A course of English Philosophy dealing in a thorough way with all the modern English and German philosophers — both in methaphysics and ethics — Berkely, Hume, Bain, H. Spencer, the two Mills, Kant, Spinoza, Comte, etc.; in short all those erroneous doctrines which are leading to-day thousands of our youths to irreligion and atheism, are systematically investigated and refuted. The lectures here are exclusively in English; the authors used are Maher, Ricaby, Boedder, Ming, Gerard and Turner. 3rd. A course of Political Economy in English with English text books (Devas, M. A. Oxon). 4th. A course in Physics and in Chemistry with English text books. English students are by themselves for laboratory work. So far I think I have established three following facts:

1rst. The Canadian Jesuits have done their utmost to give satisfaction to the English-speaking Catholics of the West. We do not ask gratitude. Our ancestors have taught us long since to live without that solace, but we ask justice.

2nd. The English Course at St. Boniface to-day is already up to the standard. Consult the Honor and Class Lists of Manitoba University 1908, 1909, 1910. We are sanguine of much improvment in the near future because the Junior Classes and Matriculation Course have been entrusted to competent men: Mr Gillen, M. A., Mr. Finnegan, etc., and many prominent highly titled young Jesuits will be available in a year or two.

3rd. We are criticised by those who know little or nothing about us; but not one of the students of the English Classical Course will be found to utter a word of dissatisfaction with regard to that course as it stands to-day.

A word must be said of our Commercial Course which have been of some service to many a Winnipeg boy. It is conducted exclusively in the English language. Rev. Father McDonald has devoted many years of strenuous labor to improve this Course and has been very successful, and now the report trumpet tongued is spread that in this College the interests of English-speaking students are neglected. In the face of these facts I claim that justice has not been meted out to us.

J. Milway Filion, S. J.

St. Boniface College,
Jan. 3rd., 1911.

***

DOCUMENT NO 10.

The North-West Review, Jan. 7th., 1911.

THE UNIVERSITY QUESTION — AUDITIONAL REMARKS.

We feel justified in returning to the University Question: as we remarked before, it is a complex subject, and one with which the public are not very familiar. We doubt if the promoters of the present movement have stopped to consider the subject under all its aspects; had they done so we think they would have modified their attitude considerably. It we could view the proposition of an affiliated college as they seem to view it, that its apart from the peculiar circumstances which environ it here, our attitude also towards the movement would be different. In the latter case if they were not satisfied with the ruling of the Ordinary of the Diocese, they might appeal to a higher tribunal (not the tribunal of public opinion where the matter is being

threshed out at present). But before broaching the present project it seems to us that the problem of a reorganised or a definitely organised University should be disposed of. At the present stage of the question, we fail to see how the Archbishop of St. Boniface could have taken a stand different from the one he took. We fail also to see how Catholic laymen could take the lead in the matter and press forward in favor of a securalized State University . No doubt were so wrapped up in their project of a Catholic building on the University grounds that this and other consequences of their action escaped them.

Putting things at their best, we are surprised to see Catholics advocating so eagerly an arrangement which, after all, is but a makeshift for a Catholic college. Such an arrangement comes under the head of exceptions to the general rule. a departure from the normal conditions of things, and a sort of last resort, when better conditions are not possible.

It is not so easily done as said to follow the trend of teaching in a University, and especially to note the mental attitude of students attending its courses. Were it only a matter of taking advantage of the Higher courses of the University, as at Oxford, the question would take on a different aspect, but from all we can gather from the public utterances on the subject it is the intention that students should follow the University from the beginning supposing that such courses will be estabilised.

When the present difficulty arose, if English-speaking Catholics, instead of heading for the University with a patronising message, had betaken themselves to the authorities of St. Boniface College and exposed their grievances in regard to present conditions of the College, it is quite probable that an understanding could have been reached satisfactory to their demands. Perhaps conditions there are not so bad as sometimes presented. In our estimation it is still the proper thing to do, because the present mooted arrangement is uncertain and distant of realisation. With such an institution as St. Boniface College in our midst with its great possibilities of developpment — an institution which represents an enormous capital investment and was made possible by the foresight of the late Archbishop Tache — it seems preposterous that Catholics should go afield advocating halting measures and makeshift conditions which can never take the place of a real Catholic college. This latter course will be more in keeping with the past notable history of Winnipeg Catholics, and a much easier problem to solve than the one they have on hand at present. To the above remarks we wish to add that neither our last article nor the present one should be cons-

trued as being opposed to an English-speaking college which would be independent of St. Boniface College.

If English-speaking Catholics can see their way clear to finance such an instituttion, we have no doubt but ecclesiastical sanction will be forthcoming. By all means let us have a Catholic college in the true sense of the word, and let our efforts be directed to maintaining the University on its present Christian basis; in this latter we will have the support of many of our separated brethren, both cleric and laymen.

***

DOCUMENT NO 11.

Le Manitoba, 25 jan. 1911.

L'Education et le Collège de St-Boniface.

Des catholiques de langue anglaise, dans la ville voisine, ont mené publiquement une campagne ardente en faveur d'un idéal à eux en matière d'éducation universitaire. Cela a duré un petit mois, à commencer du 8 décembre, à la séance du Conseil Universitaire où le Dr Devine s'est fait leur porte-parole.

A distance, aujourd'hui, il est devenu impossible d'embrasser d'une vue d'ensemble tout ce mouvement. Les lecteurs du *Manitoba* aimeront à avoir la synthèse des réclamations et répliques faites de part et d'autre afin d'arrêter leur jugement définitivement.

Dans l'Université d'Etat et neutre, qu'ils comptent voir s'organiser tôt ou tard, ces Catholiques anglais veulent un Collège, ou mieux une Résidence, où leurs enfants soient nourris, logés et surveillés, sans y être instruits pourtant. Ces enfants suivraient les Cours des professeurs universitaires, en étant sous la garde de maîtres catholiques, voire même de prêtres, qui corrigeraient, au besoin, tout enseignement suspect: To correct any false tendencies that may creep into the teachings . . . (Lettre du 14 décembre publiée dans le *Free Press.*) Cette Résidence n'abriterait pas seulement des jeunes hommes mûris et formés; non, hospitalière, elle hébergerait même les élèves des classes inférieures, se préparant pour les examens d'Immatriculation. Dans l'Université neutre, cette Résidence, qui permettrait aux enfants de langue anglaise de recevoir une éducation idéale, serait sur le modèle de prétendus établissements catholiques analogues à Oxford et à Cambridge.

Evidemment, voilà des Catholiques qui ne sont pas contents, pour leurs fils, de l'éducation anglaise donnée au collège de St-Boniface. Son cours classique anglais, complet, distinct du fran-

çais, et fonctionnant apparemment assez bien, ne répond pas à leurs visées. Pourquoi donc ? Quelles raisons justifient leurs antipathies, ou du moins leur manque d'appréciation de ce que fait le Collège de St-Boniface pour eux ? La raison mise en avant (Cf. la lettre du 14 décembre), c'est qu'il faut à leurs enfants "a complete University training," une formation universitaire intégrale. Ces enfants ne la trouvent donc pas au Collège de St-Boniface ? Non, car ils n'ont point là le commerce habituel avec des jeunes gens de religion différente, le commerce et le frottement journaliers où les jeunes Catholiques soient trempés, et dès là, se préparent aux luttes futures, "a virile catholicity." On ne veut plus de cette jeunesse parquée là-bas; excusez le mot: il a été dit publiquement. Pour une formation universitaire intégrale, outre les études, programmes et examens de l'Université, il faut encore ce mélange de deux jeunesses, catholique et protestante, ce va-et-vient continuel ensemble, cet échange constant d'aspirations. On dit le résultat forcément exquis.

Mais pour aller plus au fond, divisons en deux catégories ceux qui soutiennent ces vues. Les uns y croient bonnement, comme à un dogme, et ceux-là défendent l'idée de la Résidence pour elle-même, comme un idéal en soi. Les autres plus nombreux sans doute adhèrent à ce plan par le désir d'échapper à un Collège qu'ils jugent incapable de leur donner satisfaction. We are utterly unprovided for. (Cf lettre du 22 déc., publiée dans le *Free Press.*) Entre deux maux on choisit le moindre. Le Collège de St-Boniface est si insuffisant à leurs yeux que la Résidence serait une bonne aubaine, par comparaison.

On a répondu à ceux de la deuxième catégorie (Cf passim, les lettres de M. Cherrier et du Père Filion le 7 janvier 1911). Quand ils disent qu'un élève anglais ne peut apprendre sa langue au Collège de St-Boniface, ils s'entendent répliquer qu'ils sont arriérés de 15 ans. Avant 1895, le Collège n'enseignait pas l'anglais, il est vrai. Eh ! il y avait une poignée d'Anglais dans le cours classique, un ou deux par classe. Depuis 1895 ? Il y eut, dix ans durant, une section anglaise dans chaque classe, à laquelle le professeur donnait la moitié de ses soins. C'est que le nombre des élèves anglais avait augmenté. Ils avaient fini par former un quart ou un tiers du cours classique. Pourtant ce n'était pas là jouir d'un cours anglais distinct. Ils le possèdent depuis 1906, entier et distinct, et il prouve son existence par une preuve tangible, saisissable à tous les yeux, par les succès des élèves anglais à l'Université, succès égaux à ceux d'aucun autre collège de Winnipeg. Voici cependant un autre grief. Pourquoi les Anglais catholiques n'ont-ils pas un collège à eux, bien à eux, d'atmosphère anglaise sans mélange exotique ? Et s'ils y

ont droit, comment se trouver satisfait du Collège de St-Boniface ? Quel autorité mit jamais des bâtons dans les roues pour la réalisation de ces aspirations ! Malheureusement, les ressources semblent manquer aux catholiques de langue anglaise pour se bâtir un collège ! Qu'y faire ? Doivent-ils montrer de l'aigreur à leurs voisins pour cela ?

Attendent-ils que leurs voisins leur construisent le palais où ils rêvent de s'abriter ? Et quand leurs voisins les ont hébergés déjà, cela ne frise-t-il pas le contraire de la gratitude qu'ils aient du mépris pour l'abri qui leur a été ouvert avec tant d'empressement. Tant qu'on ne saurait réaliser un beau rêve, il faut agréer une manière d'être encore passable et décente.

Donc, on est mécontent, en certains quartiers, du Collège de St-Boniface, et d'un mécontentement assez mal justifiable. En tous cas, l'idée d'une Résidence catholique, comme à Oxford, a été une idée tombée du ciel aux yeux de plusieurs. Eh, ils ne devraient pas tant s'étayer de l'exemple d'Oxford. Qu'ils y prennent garde ! A Oxford, les choses se passent autrement qu'ils ne disent. Voici, en effet, un extrait d'une lettre du R. P. O'Hare, S. J., curé de la paroisse St. Aloysius, à Oxford, England. Cette lettre est actuellement entre les mains du P. Recteur de St-Boniface. — " Of course, catholic students come up here, as a rule, after a full course in one of our catholic schools, being well grounded in their religion, and at an age when they may be expected to mix with non-catholic students without greater risks than they would run in any other secular career." — Ce ne sont pas les trop jeunes catholiques qui sont autorisés à étudier à Oxford, ceux dont l'âme de cire est susceptible du faux comme du vrai, ceux qui ne savent pas encore se soustraire à la fascination du professeur éminent, ou sur qui la réfutation de l'erreur n'a pas encore de prise !

Il ne faut manifestement pas abuser de l'exemple d'Oxford! Au reste, comme le disait un jour le P. Cahill, O. M. I., pourquoi nos catholiques se contenteraient-ils d'un minimum d'esprit catholique dans la haute éducation de leurs enfants, quand, à ce point de vue capital, ils peuvent avoir plus et mieux qu'à Oxford ? Pourquoi envisager de bon cœur d'absorber peut-être le poison, sous prétexte que l'antidote est tout près ? C'est le point sombre dans le plan de la Résidence. N'admet-il pas les jeunes même à un enseignement imprégné de protestantisme, par la belle raison que la surveillance faite sur ces enfants peut servir de correctif ? En somme, que les adversaires du Collège de St-Boniface prônent la résidence comme un idéal, ou seulement comme moindre mal, peu importe, ils tombent également dans la faute de manquer de justice envers le Collège, et de songer, dans leur peine, à un expédient fort suspect.

DOCUMENT NO 12.

The Telegram, Jan. 30th, 1911.

A LETTER TO MR. DE MANBEY.

Editor *Telegram:* — I regret that the last letter of Mr. de Manbey in retort to mine was not published "in extenso" and under Mr. de Manbey's own signature. The *Free Press* may have had its own reasons to publish it in the form in which it appeared; and nobody will doubt that enough of it was reproduced to give a fair idea of the courteous methods followed by Mr. de Manbey in his controversy. Paddy, Crusader, and above all the noble Patricius had long ere thus accustomed us to an occasional shower of infurious epithets, comparisons, etc. Be it is it may; but in my humble opinion, sir, that is a poor way of defending a cause if it be good, neither do I think it to be the most convincing argument with the vast majority of our English-speaking Catholics.

In reference to my asking him to replace the word "sanctioned" by "permitted" Mr. de Manbey says: "What a position for the Pope to be placed in by the censor? Were I to substitute the word permitted for the word sanctioned, I should be guilty of a deliberate falsehood."

Will Mr. de Manbey kindly take cognizance of a letter dated March, 1897, written by the Reverend Father Clark, S. J., under whose direction Campion hall was opened at Oxford. The learned Jesuit writing to his brothers in America, says:

"Soon after Cardinal Vaughan succeeded to the archbishopric of Westminster, the question was reopened. Of course it was referred to Rome and of course there was considerable opposition on the part of some of the bishops, but the end of it all was that henceforward the frequentation of the universities was to be tolerated (not sanctioned) on condition of those who were sent there being sufficiently instructed in their religion beforehand, and also of their assisting regularly at lectures in philosophy, history and religion, to be given by a lecturer specially appointed by the bishops."

The words "tolerated" (not sanctioned) are to be noted as being from the pen of the Reverend Father Clark himself. But how does this tally with Mr. de Manby's assertion that he would be guilty of a deliberate falsehood were he to substitute the word "permitted" for the word "sanctioned?" The condition also and the restriction are well worthy of consideration.

Furthermore, Mr. de Manbey will perhaps permit me also to

call his, and the attention of all those particularly interested in this controversy to this: Who are those in England in whose company I happen to be? In the same letter which I have already quoted, the same Reverend Father Clark, S. J., says:

"There was a strong opposition on the part of some of the English bishops to the frequentation of Protestant seats of learning, and the leader in this was one who, in addition to his being an archbishop and subsequently a cardinal, carried additional weight from the fact that he was himself an Oxford man, having been a scholar of Balliol and Fellow of Merton."

The "sage" of Austin street is quite proud, I can assure you, sir, to be admitted to walk in the company of English bishops, and above all, Cardinal Wiseman.

Now, with regard to circumstances that prevail in England and those in existence here, I am, by the courtesy of the Reverend Father Rector of the St. Boniface college, allowed to publish parts of a letter dated Jan. 4, 1911, received from the Reverend Father Frederick O'Hare, S. J., pastor of St. Aloysius parish, Oxford, England.

"There is," writes the Reverend Jesuit, "no Catholic hall or residence except for members of religious orders, e..g., our scholastics at Pope's hall, or St. Edmund's house, Cambridge, for young secular clergy." Note, please, Mr. De Manbey, that Pope's hall and St. Edmund's house are only for members of religious orders or young secular clerics.

And further on Reverend Father O'Hare says: "Of course they only come up here, as a rule, after a full course in one of our Catholic schools, being well grounded in their religion, and at an age when they may be expected to be able to mix with non-Catholic students without greater risks than they would run in any other secular career."

Well worth reading, Mr. de Manbey, is it not? Now, in answer to the rector of St. Boniface college in reference to the system contemplated in Manitoba, Reverend Father O'Hare says: "I do not think that the system you describe as contemplated, i. e. a separate hall or residence for Catholic undergraduates would be looked on with favor here."

Remember, please, Mr. de Manbey, that Reverend Father O'Hare is a Jesuit who writes from Oxford, England. Such information, coming from such a place and from such an authority as that of the learned Jesuit will, I am sure, cause you and many more to pause and think before rashly venturing into a system of education as the one contemplated for the English-speaking Catholics of Manitoba.

Before closing, I wish to say, sir, that when writing my

last letter I knew that Mr. de Manbey has two of his sons actually pursuing a course of studies at the St. Boniface college, and that was precisely the reason that prompted me to invite him to call on the reverend fathers there for information. He ought surely to be a friend, as well as an admirer, of that institution of learning, hence no need of a letter of introduction; although I would whit great pleasure, if not found too unworthy, accompagny Mr. de Manbey in a visit to the reverend Jesuits of St. Bonifare.

By this way, sir, allow me to state in conclusion, not for the information of Mr. de Manbey, because he must know it all, but for the information of those who may be desirous of light on the subject: (a) In the St. Boniface College there are nineteen class rooms: in eleven of them instruction is given in English, French being taught in the remaining eight. (b) The college calendar was printed separately in French and in English. (c) As many as seven of the Jesuit fathers actually teaching in the college have receive part of their training in England.

Is then the St. Boniface college conducted on French ideas? No. Is it conducted on English ideas? No. It is a college conducted on Catholic ideas; it is also a college conducted on Canadian ideas.

"Qui potest capere, capiat!"

A. A. Cherrier, P. P.

Winnipeg, Jan. 28, 1911.

***

Document no 13.

The Telegram, Feb. 9, 1911.

English-speaking Catholics Strong For Affiliation.

Draft Act, Calling for Reorganization of University Is Also Carried.

Determination on the part of the English-speaking Catholics to have a college in affiliation with the University of Manitoba, so as to take advantage of the teaching faculties, again manifested itself at the regular meeting of the University Council, when on motion of Rev. Dr. E. G. Perry, the resolution to this effect introduced by Dr. J. A. Devine at the last regular meeting held on Dec. 8, which on motion of Father Cherrier was stricken from the minutes of that meeting was received as a communication under the heading of new business and ordered spread on the minutes of yesterday's meeting.

Another victory for the English-speaking Catholics was the motion introduced by Dr. McKenty, and seconded by Canon Murray, the University draft act which is to be presented to the legislature was amended to the extent that when a chair or chairs of English Philosophy are established at the University of Manitoba a chair of Latin philosophy is to be established concurrently.

Following the reading of the minutes of the last regular meeting of the University Council on Dec. 8 at the regular meeting yesterday afternoon, Father Cherrier moved that the communication and resolution introduced by Dr. Devine be stricken from the minutes, in that he was not a duly accredited member of the council at the time. It was shown that in reality Dr. Devine was present as the substitute of Dr. Chown, appointed by Dr. Chown himself, after St. Boniface College had appointed Dr. James McKenty a representative of the council in his place.

The chancellor, Archbishop Matheson, concurred in the opinion of Father Cherrier, and ruled that the presence of Dr. Devine as a member of the council at the December meeting was illegal, after which a decisive vote was registered in support of Father Cherrier motion that all reference to Dr. Devine be strichen from the minutes before they were adopted.

Ruled out of order.

Mr. McKenty, at this juncture, attempted to have the resolution of the English-speaking Catholics, which was embodied in Dr Devine's communication, received, but the chancellor ruled it was out of order, and must be brought up under the head of new business.

A communication from the faculty of the University of Manitoba asking that the council appoint a committee to confer on the matter of discipline, resulted in the board of studies being appointed, with power to delegate the power to act to a subcommittee. The Rhodes scholarships was duly authorized to call in expert advice at the expense of the university, in making scholarships awards. Registrar Spence reported that E. R. Siddall had just been awarded the Rhodes scholarship.

The council adopted a resolution authorizing the registrar to receive the Students union fees.

Amendments to draft act.

Dr. Chown submitted an amendment to the draft act calling for the affiliation of the medical and law schools, which was

adopted. Dr. McKenty then moved his amendment seconded by Canon Murray, providing for the establishement concurrently of a chair of Latin philosophy when a chair or chairs of English philosophy is established at the University of Manitoba.

Dr. Wilson then moved the adoption of the draft act calling for the reorganization of the University of Manitoba as amended, and that the act be presented to the legislature. The motion carried, Father Cherrier noting that he voted against it.

Under the order of new business, Dr. McKenty introduced the following resolution on behalf of the English-speaking Catholics, which on motion of Dr. Perry, was duly received as a communication, and ordered spread upon the minutes of the meeting;

"Whereas it has been announced that in the event of the proposed re-organization of the University of Manitoba, St. Boniface college may withdraw from the said university, and

"Whereas, it is the wish of the English-speaking Catholic laity, and we believe it to be in the interests of the whole of the Catholic body in Manitoba, to have a college in affiliation with the university and to take advantage of the teaching faculties of the said university.

"Therefore, be it resolved, that should St. Boniface college withdraw, we declare it to be the desire of the English-speaking Catholic laity to remain in affiliation with the University of Manitoba, and to receive the necessary ground at the university site upon which to erect a college or residence upon the plan adopted by the English-speaking Catholics at Oxford university, at which Catholic students in attendance at the university may reside."

***

DOCUMENT NO 14.

The Winnipeg Telegram, February 13, 1911.

Reverend Father Carrière, S. J., rector of St. Boniface college, discussing the position of that college Friday, in view of the final adoption by the university council last Thursday of the plans for a provincial state university, said; "Contrary to the opinion lately spread abroad to the effect that, if the program for a government-controlled university were out, the St. Boniface college would, in all likelihood, cancel its affiliation with the university, such is not the case. In spite of certain disavantages which would follow if the new arrangements were carried out, St. Boniface would cling to its affiliation and make the best of existing circumstances.

"To begin with, "said Father Carrière," I would not take it for granted that the state university is now, practically speaking, an established fact. On the contrary, there are good reasons to believe that the programme as adopted by the university council on Thursday will not be favorably received by the local legislature.

"But I have no hesitancy in saying that, even should the proposed measures be carried by the legislature, our position in the university as an affiliated college will still be maintained, and, in fact, there never has been any authorized statement to the contrary. We will maintain our position, because even under the new constitution, it cannot be said to be untenable.

Would Lose Some Privileges.

"It is true," continued the rector, "that we would be deprived of some of our present privileges. Our representation, for instance, in the University Council would be reduced from seven representatives to three only. And these three would have no say whatever in the government of the University.

They would be simply members of the senate board, which is, practically speaking, merely a board of studies, dealing only with academic matters. And even then they would still be subordinate to the board of governors, for, with that body would rest the final decision in all matters pertaining to the university.

"But nevertheless, as I maintain, even under the new arrangement, our position would be still tenable. For it is conceded, first of all, that no college would be bound to avail itself of the teaching faculties of the state university, provided it remained in a position to keep up an adequate staff of professors of its own. And in fact, this is what our college is quite in a position to do. But even so, we have no desire to separate ourselves from the university, and thus lose the advantage of competition which affiliation affords our students.

"My second reason," continued Father Carrière, "for holding that our new position would be tenable is this: That the provisos in the university act, as at present existing, with regard to the privilege of Catholic teaching in history and philosophy, and also French teaching have been maintained in the proposed new regime, which speaks well for the broad-mindedness of the non-Catholic representatives in the University Council.

Beneficial Provisos.

"These provisos as contained in clause 19 of the university act, are: (a) That it shall be lawful that the examinations for a degree may be answered either in English or in French. (b)

That in the examination of candidates, they shall have the benefit of the opinions of the authors in mental and moral philosophy and history, which they may have studied in the course of their education.

"Thus, while, in other respects, I consider that we have not been fairly dealt with, nevertheless, our chief claims have been respected and we may still go on, even though it be in the midst of difficulties.

"But there is still a third reason," declared the rector, "which sustains our hopes for the future, namely, that, in our opinion, new university arrangements will not tend even to decrease materially the number of either French or English-speaking students in our college. For I believe, that many of the parents of our English-speaking students will continue to demand a through Catholic training for their sons and will not willingly brook the danger of imperilling their faith. I do not believe, in spite of Dr. McKenty's intimations to the contrary, that even our English-speaking Catholics residents will set their minds at rest under the proposed new arrangement. For there is in this plan of a residence for Catholic students, as advocated by Dr. McKenty, one outstanding weak point, namely, in this, that, according to his plan, it is apparently intended that even the younger students, immature as yet in mind, and without any sound convictions, will be allowed to mingle freely with the students of other denominations. This has already been shown, beyond the possibility of question, to differ from the condition which obtains at Oxford." As to the other respects in which he felt his college was being unfairly dealt with the university powers, the rector of St. Boniface replied: "I referred not only to St. Boniface College, but to the other affiliated colleges as well. By legal right, because according to the constitution, the colleges are essential factors in the university. And, in fact, because by their devotedness to the cause of education in the province, they have merited such a position, and it was only fair that they should continue to have a say in the government of the university.

"The province owes it to the colleges in return for what they have accomplished for the higher education of its youths, to see to it that they are not deprived of that prestige in educational control which they have so justly merited."

APPENDICE

Au Mémoire de M. l'Abbé A.-A. Cherrier

LES CLOCHES DE SAINT-BONIFACE

ORGANE DE L'ARCHEVÊCHÉ ET DE TOUTE LA PROVINCE ECCLÉSIASTIQUE DE SAINT-BONIFACE

REVUE COMPRENANT DOUZE PAGES, PUBLIÉE LE 1ER ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

Abonnement : Canada $1.00 par an. Etats-Unis, $1.25. Etranger, 7 francs.

VOL. X | 1 MAI 1911 | No. 9

LA QUESTION UNIVERSITAIRE AU MANITOBA.

L'Université du Manitoba a été fondée en 1877. Mgr Taché prit une part active à cette fondation. Le projet d'organisation fut discuté entre l'archevêque de Saint-Boniface, l'évêque anglican, divers membres du clergé catholique et du clergé protestant et plusieurs laïques de l'une et de l'autre confession. Mgr Taché voulait que l'Université se contentât d'examiner les candidats et de conférer les degrés; il repoussait énergiquement l'idée d'une Université enseignante, car l'enseignement religieux ne peut être donné par un corps formé d'éléments qui appartiennent à des confessions différentes. Ses vues prévalurent.

Sous son inspiration, la corporation du collège de Saint-Boniface, dans une réunion du 10 janvier 1877, décida "que le collège concourrait à la demande d'une Université à Manitoba, à la condition, que tous les droits, obligations et privilèges du collège, comme institution catholique, seraient maintenus, et que le collège, en s'affiliant à l'Université, conserverait sa parfaite autonomie."

Par une loi passée peu après, les trois collèges établis alors dans laprovince, le collège de Saint-Boniface, *catholique*, (1818), le collège Saint-John, *anglican*, (1866), et le collège de Manitoba, *presbytérien*, (1871), composèrent l'Université. Le collège Wesley, *méthodiste*, fut établi et affilié en 1888. A cette même année remonte aussi l'affiliation du collège de Médecine, *Medical College*, fondé en 1883, tandis que le collège d'Agriculture, *Agricultural College*, fondé en 1903, ne fut affilié qu'en 1908. A l'origine l'enseignement était donné par les collèges, indépendamment de l'Université, qui ne faisait qu'examiner les candidats et conférer les grades; c'était une *fédération* de collèges.

Cependant, un groupe de Protestants qui avaient des vues diffé-

rentes de celles de l'Archevêque, réussit à faire insérer dans la loi, *on ne sait comment*, à la suite des articles qui bornaient les attributions de l'Université à l'examen des candidats et à la collation des grades, ces mots: *pour le présent*. Cette addition: *at present*, est écrite en marge de l'acte constitutif de l'Université et porte des initiales officielles. Ce qui prouve qu'elle est postérieure à l'entente des représentants des collèges et le fait de la politique. Son insertion est cependant légale. Elle pouvait paraître assez anodine alors, mais dans la suite les Protestants s'en prévalurent pour créer des chaires d'enseignement, malgré l'opposition de l'Archevêque et des Catholiques.

Au début, l'Université avait le caractère que lui voulait l'Archevêque, celui d'un corps neutre qui *ne distribue pas*, mais *encourage* seulement l'enseignement. "Notre Université, écrivait le prélat à Mgr Grandin le 24 février 1877, n'est pas tout ce que nous pourrions souhaiter, mais bien tout ce que nous pouvions espérer dans les circonstances actuelles." Cette création, écrivait-il le 15 mai de la même année au Rme Père Fabre, supérieur général des O. M. I., sans être parfaite nous assure des avantages. celui surtout d'encourager les études et de faire connaître le mérite des maîtres catholiques au monde protestant."

L'Université avait à sa tête un *Conseil Universitaire*, composé de 26 membres. Sur ce nombre, *huit* furent pris parmi les Catholiques. Le 8 septembre 1877, le collège de Saint-Boniface, en acceptant l'affiliation proposée, nomma sept personnes pour le représenter à la dite Université, à savoir Mgr l'Archevêque, MM. les abbés Lavoie, G. Dugas, Forget-Despatis, et MM. J. Dubuc, J.-N.-A. Provencher et Jarvis. De plus, M. Royal fut nommé vice-chancelier.

Le Conseil Universitaire fut, à ses débuts, un corps remarquable par son esprit d'équité et de courtoisie. "Nous avions, écrit l'honorable Juge Dubuc, dans un *Mémoire concernant Mgr Taché*, des réunions assez fréquentes pour discuter l'organisation de l'Université, le programme des études et les autres questions qui étaient de notre ressort. Mgr Taché s'en occupait activement et efficacement. Sa parole était écoutée avec attention et respect, et il était rare que ses propositions, marquées au coin du sens pratique, ne fussent pas accueillies favorablement et acceptées. Les discussions étaient toujours fort courtoises dans le Conseil Universitaire, comme dans le Bureau d'Education, et une bonne entente régnait entre les divers groupes du Conseil."

"Mgr Taché, poursuit toujours le même témoin, assista aux réunions du Conseil Universitaire jusqu'à ce que certains Protestants eussent réussi à faire prévaloir leur désir d'une Université enseignante. Alors, Sa Grandeur, dégoûtée de l'attitude des dignitaires protestants qui, malgré l'entente initiale, ne voulaient tenir aucun compte des réclamations et des droits des Catholiques, ne voulut plus revenir

au Conseil et s'y fit représenter par un délégué, spécialement le R. M. Cherrier," (1) qui était déjà représentant régulier du collège de Saint-Boniface.

Mgr Taché, comme nous venons de le voir, a consenti à l'établissement d'une Université *neutre*, à la condition expresse qu'elle ne fut pas *enseignante*. Et, dès que ce principe eût été violé par la création de *chaires neutres* aux mains de cette *Université neutre*, il protesta solennellement en se retirant du Conseil Universitaire. Cette position, si clairement définie, du vigilant Archevêque projette une clarté lumineuse sur les questions délicates que nous avons à traiter dans cet article, à savoir les projets de certains Catholiques irlandais de Winnipeg concernant l'établissement, à proximité de l'Université, d'un collège ou résidence, d'où les élèves catholiques de langue anglaise iraient suivre les *cours neutres* de *l'Université neutre* avec les correctifs que nous indiquerons.

* * *

Les succès constants du collège de Saint-Boniface dans les concours universitaires sont assez connus pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister. Comme on le sait, le collège possède deux cours classiques parallèles, absolument séparés, avec double personnel. L'un est français et l'autre anglais. Ce dernier a été définitivement établi en 1906, dès que le nombre des élèves de langue anglaise eut justifié sa création. Les résultats d'examens publiés par l'Université du Manitoba prouvent que ce cours est tout à fait à la hauteur de la position et que les élèves qui le fréquentent ne le cèdent en rien à ceux des autres collèges.

Il semble donc que dans les circonstances on ne puisse rien désirer de mieux pour l'éducation et l'instruction de nos élèves catholiques de l'un et de l'autre cours. Ils jouissent d'une part des avantages que comportent les degrés universitaires et de l'autre ils possèdent toutes les garanties d'une éducation profondément chrétienne, dans une atmosphère où il n'y a rien à craindre pour l'intégrité de la doctrine et la rectitude de l'enseignement catholique, sous la direction des incomparables éducateurs que sont les Pères de la Compagnie de Jésus.

Néanmoins, et nous le constatons avec peine, certains laïcs catholiques de langue anglaise de Winnipeg, perdant de vue les immuables principes de l'Eglise sur l'éducation de la jeunesse et caressant des projets inacceptables, travaillent à battre en brèche cette forteresse que constitue pour les élèves de toute langue et de toute nationalité le collège de Saint-Boniface. Ils voudraient en retirer les élèves catholiques de langue anglaise. Si encore ils proposaient la fonda-

(1) Ce résumé historique est en grande partie tiré de *La Vie de Mgr Taché* par Dom Benoit, vol II, p. 304 et suiv.

tion d'un collège catholique de langue anglaise à Winnipeg, sur le plan et le modèle de celui de Saint-Boniface, il n'y aurait rien à redire. Mgr l'Archevêque a, dès 1907, autorisé en principe cette fondation, dont la réalisation n'est qu'une question de temps et d'argent, comme l'a alors déclaré Sa Grandeur à une délégation de Catholiques irlandais de Winnipeg. Ce nouveau collège, il est vrai, priverait le collège existant d'une partie notable de ses ressources, mais ce serait tout. Celui-ci n'en conserverait pas moins ses deux cours français et anglais parallèles pour les élèves de langue française, pour ceux du Petit-Séminaire, du Juniorat des Oblats et aussi pour les élèves allemands, polonais, hongrois, ruthènes, même anglais et autres, qui voudraient continuer à fréquenter cette institution bientôt séculaire, à laquelle l'ancienneté donne le droit de préséance sur toutes les autres affiliées à l'Université et dont le passé glorieux est une garantie de succès pour l'avenir.

Cette perspective d'un nouveau collège catholique sauvegarderait les principes sacrés de l'éducation chrétienne. La position de ceux qui travailleraient à sa fondation serait inattaquable et elle recevrait le chaleureux appui des autorités ecclésiastiques du diocèse. Malheureusement les ressources semblent manquer aux promoteurs de la sécession. Comprenant que les Catholiques de langue anglaise au Manitoba ne sont pas encore assez nombreux pour subvenir aux frais de construction et d'entretien d'un nouveau collège et ne pouvant non plus espérer que le diocèse ou la Compagnie de Jésus, qui ont tant fait pour le collège actuel de Saint-Boniface, — lequel, comme nous l'avons établi, répond adéquatement à tous les besoins, — leur fasse cadeau d'une telle institution, ils ont eu recours à un expédient et ont élaboré le plan que nous allons exposer.

***

Ce plan a été formulé pour la première fois devant le Conseil Universitaire le 8 décembre dernier par le Dr James A. Devine, qui fut pendant cinq ans représentant du collège de Saint-Boniface dans le dit Conseil. A ce moment le docteur avait déjà été forcé de donner sa démission comme représentant du collège de Saint-Boniface précisément à cause de ses vues sur ce sujet. Il assistait à la réunion du Conseil Universitaire sur une délégation personnelle, et partant irrégulière, du Dr Chown. Voici le texte de la résolution:

" Whereas it has been announced that in the event of the proposed reorganization of the University of Manitoba, St. Boniface college may withdraw from the said University;

" Whereas it is the wish of the English-speaking laity, and we believe it to be in the interest of the whole of the Catholic body in Manitoba, to have a college in affiliation with the University and to take advantage of the teaching faculties of the said University;

" Therefore be it resolved, that should St. Boniface college with-

draw, we declare it to be the desire of the English-speaking Catholic laity to remain in affiliation with the University of Manitoba, and to receive the necessary ground at the University site, upon which to erect a college or residence, upon the plan adopted by the English-speaking Catholics at Oxford University, at which Catholic students in attendance at the University may reside."

Il convient de rappeler ici qu'il y a quelques années le Gouvernement du Manitoba confia à une Commission royale le soin d'étudier le fonctionnement de l'Université et de lui faire part de ses vues sur les moyens de l'améliorer. Sept membres composaient cette commission. Deux d'entre eux, M. l'abbé A.-A. Cherrier et M. J.-A.-M. Aikins recommandèrent le maintien de la position qu'occupent présentement les collèges affiliés comme facteurs essentiels de l'existence et de l'administration de l'Université, tandis que trois autres, M. Machray, le Dr Wilson et le Rév. J. Gordon, suggérèrent de réduire la position de ces mêmes collèges à un minimum et de faire disparaître presque entièrement leur action et leur influence présentes dans la direction de l'Université. Les deux autres commissaires, M. le Juge Cameron et le Dr Mc Intyre, partagèrent aussi en principe cette dernière manière de voir. Naturellement les autorités du collège de Saint Boniface ne pouvaient pas accepter silencieusement cette décision de la majorité de la Commission, qui de prime abord signifiait une reconnaissance d'indignité, ou tout au moins d'incapacité, à continuer l'œuvre que pendant plus de trente année cette institution avait accomplie avec tant de zèle et un si remarquable succès. D'où la position que prirent, presque à l'unanimité, ses représentants dans le Conseil Universitaire. Mais il ne suivait pas de là que le collège allait rompre avec l'Université, comme le faisait entendre la résolution précitée. A preuve ces deux déclarations du R. P. Joseph Carrière, recteur, dans une lettre publique, datée du 12 décembre.

1. St. Boniface college is not disposed to withdraw till we are literally evicted from the University, for we are in our own household there, and we will stick to our affiliation and not sever our connection as long as no majority denies us authoritatively the right of being considered as a part of the University and treated accordingly.

2. We are not likely, it is true, to take advantage of the teaching faculties of the University, at least, most of them. But the reason for that is plain. We want our undergraduates (1) to imbibe a thorough Catholic spirit under Catholic tuition, and in this we feel the majority of the Catholics of Winnipeg must be siding with us.

(1) Par *undergraduates* nous entendons les élèves de Belles-Lettres et des autres classes supérieures qui se préparent au baccalauréat. *A fortiori* les élèves des classes inférieures ne sauraient être soustraits à l'atmosphère catholique. — Note des *Cloches*.

Le 14 décembre, seize catholiques irlandais de Winnipeg publièrent une lettre dans laquelle ils affirmaient que le docteur Devine avait été dûment autorisé à présenter leurs vues au Conseil Universitaire et qu'ils avaient unanimement approuvé sa résolution avant qu'elle fût présentée. En réponse à la position prise par le R. P. Recteur du collège dans la seconde des déclarations, que nous venons de citer, ils ajoutaient: " This is just where the Catholics of Winnipeg take issue with the rector of St. Boniface college. Up to the present time the students of St. Boniface college have been deprived of the advantages of the university training. All the advantage given them was the degrees of the university. Now that the university proposes to give its students the advantage of a complete university training, the English-speaking Catholics of this province desire that our students should not be deprived of these advantages. We have, therefore, resolved that a college or residence for our students be erected in close proximity to the university, on a plan similar to that adopted by the English Catholics for their students attending the University of Oxford. In that college we intend to place Catholic tutors or professors who will be in every way qualified to look after the moral and religious training of our students. We intend that these professors should be " men of light and learning," who will set the pace in higher educational training. With such men to guide, direct and correct any false tendencies that may creep into the teachings of the university, there can be no fear of the morals and religion of the Catholic students in attendance at the university. We wish our Catholic students to mingle with the others students and to grow up virile Catholics, able to meet and vanquish the errors that they encounter. We have nothing to fear in such environment. The most learned body in England today is the Jesuits. Let us have as the guardians of our students English Jesuits resident in our proposed college and we will answer for the moral, religious and intellectual training of our students. This is our ambition and nothing short of this will satisfy us."

Notons que cette lettre portait la signature des deux représentants laïques de langue anglaise du collège de Saint-Boniface dans le Conseil Universitaire: celle du Dr J. K. Barrett et celle du Dr James McKenty. Celui ci venait d'être appelé à remplacer le Dr J. A. Devine. Cet extrait dessine nettement le plan que l'on veut substituer au cours anglais du collège de Saint-Boniface et l'on ne pourra pas nous reprocher de ne l'avoir pas loyalement exposé. Ces Catholiques irlandais veulent donc dans l'Université d'État, neutre et enseignante, qu'ils comptent voir s'organiser tôt ou tard, un collège ou une résidence où leurs enfants seraient logés, nourris et surveillés, et d'où ils se mêleraient chaque jour aux élèves des diverses dénominations protestantes et feraient leurs classes à leurs côtés, sous la direction de professeurs censés neutres, mais qui partant pourraient être même im-

pies ou athées. Bien illusoire est le moyen imaginé pour parer à cet inconvénient, à savoir la surveillance de maîtres catholiques, voire même de prêtres, qui corrigeraient, au besoin, tous les enseignements suspects ou erronés. Pourquoi boire à une coupe peut-être empoisonnée sous prétexte que l'antidote est tout près ? Pourquoi se contenter d'un minimum d'esprit catholique dans l'éducation quand on possède la plénitude de l'enseignement catholique ? Pourquoi soustraire cette tendre jeunesse, non encore mûrie, à l'atmosphère d'une instruction imprégnée de foi, de piété et de vérité catholiques ? C'est vraiment le point sombre de la résidence.

On met de l'avant, il est vrai, pour justifier cette proposition, l'exemple d'Oxford. On fait erreur cependant quand on parle de résidence oxonienne pour les *undergraduates* catholiques. Rien de tel n'existe en réalité, si ce n'est pour les membres des communautés religieuses. Ce ne sont pas les trop jeunes élèves catholiques qui sont autorisés à étudier à Oxford, ceux dont l'âme de cire est susceptible de l'empreinte du faux comme du vrai, ceux qui ne savent pas encore se soustraire à la fascination du professeur éminent, ou sur qui la réfutation de l'erreur n'a pas encore de prise. A preuve cet extrait d'une lettre récente (4 janvier 1911) du R. P. O'Hare, S. J., curé de la paroisse de St-Aloysius, à Oxford, au R. P. Recteur du collège de Saint-Boniface: "There is no Catholic hall or residence except for members of religious orders, e. g. our scholastics at Pope's hall, or St.Edmund's house, Cambridge, for young secular clerics . . . . . Of course catholic students come up here, as a rule, after a full course in one of our Catholic schools, being well grounded in their religion, and at *an age* when they may be expected to mix with non-catholic students without greater risks than they would run in any secular career."

On sait que pendant de longues années les évêques d'Angleterre, ayant à leur tête les cardinaux Wiseman et Manning, s'opposèrent énergiquement à la fréquentation des Universités d'Oxford et de Cambridge par les étudiants catholiques. La question ne fut définitivement tranchée que le 7 avril 1895 par un rescrit de la S. Congrégation de la Propagande, qui déclara que la chose serait désormais *tolérée*, à condition que les *undergraduates* catholiques suivissent des cours ou conférences régulières, données par des professeurs catholiques, spécialement nommés par les évêques, sur la philosophie, l'histoire et la religion, de façon à prémunir les jeunes gens contre les fausses doctrines. Le Saint-Siège sanctionna en même temps la nomination par les évêques d'un chapelain spécial à chaque université pour prendre soin des *undergraduates* laïques catholiques.

Le R. P. Clark, S. J., sous la direction duquel le Campion Hall, pour les scolastiques jésuites, fut ouvert, raconte ainsi à ses frères d'Amérique dans une lettre du mois de mars 1897 comment s'accomplit l'événement: "Soon after Cardinal Vaughan succeeded to the

archbishopric of Westminster the question was reopened. Of course it was referred to Rome and of course there was considerable opposition on the part of some of the bishops, but the end of it all was that henceforward the frequentation of the universities was to be tolerated (not sanctioned) on condition of those who were sent there being sufficiently instructed in their religion beforehand. and also of their assisting regularly at lectures in philosophy, history or religion, to be given by a lecturer specially appointed by the bishops." Notons que la parenthèse: (not sanctionned) est de l'auteur même de la lettre citée. D'où l'on voit que le Saint-Siège ne fait que *tolérer* cet état de choses dans les circonstances spéciales où se trovent les étudiants catholiques d'Angleterre et en raison des avantages particuliers que procurent les degrés des universités si célèbres d'Oxford et de Cambridge. Ces degrés ne peuvent s'obtenir que par la fréquentation des universités elles-mêmes, qui sont essentiellement enseignantes. De plus ces universités existent depuis des siècles et les Catholiques d'Angleterre se trouvaient en face d'une situation qu'ils leur était impossible de modifier ou d'améliorer. Il n'en n'est pas ainsi au Manitoba, où l'Université accorde les degrés aux élèves catholiques sans les contraindre de suivre ses cours. Il est vraiment étrange de voir des Catholiques renoncer de gaieté de cœur à une position si enviable, quand ils devraient s'unir aux autorités ecclésiastiques et à leurs coreligionnaires pour la maintenir et la consolider. N'est-ce pas désarmer au moment du combat ou plus exactement fournir des armes à l'ennemi ? Encore une fois si on proposait la fondation d'un nouveau collège catholique avec le maintien des droits naturels et acquis des Catholiques dans l'Université, nous comprendrions qu'on demande une chose légitime en soi, et nous n'aurions pas à déplorer une démarche si contraire aux principes de l'Eglise en matière d'éducation supérieure.

* * *

Nous avons dit précédemment que le collège actuel de Saint-Boniface. avec ses deux cours parallèles français et anglais, répond adéquatement à tous les besoins. Nous n'avons pas dit assez et, pour rendre complète justice à cette institution, il faut ajouter qu'elle offre des avantages spéciaux et d'un ordre supérieur que deux collèges séparés seraient impuissants à procurer. Les élèves des diverses nationalités peuvent d'abord s'y familiariser avec les deux langues officielles du Canada, tout en apprenant le latin et les autres matières du cours classique. Leur contact et leurs relations de chaque jour contribuent, sinon à effacer, du moins à adoucir considérablement les apretés de races, toujours dangereuses dans un pays cosmopolite comme le nôtre, et constituent une préparation très précieuse au point de vue des futurs rapports religieux et sociaux. Cette préparation offre surtout d'inappréciables avantages à ceux qui se destinent au ministère apostoli-

que: formation commune à la pratique de la piété, mentalité identique sur les questions religieuses et politico-religieuses, connaissance des aspirations des diverses races et même de plusieurs langues. Une attention suivie est aussi donnée à tout ce qui peut ouvrir la voie aux positions libérales au milieu d'une population cosmopolite et en majorité protestante. Ces avantages constituent assurément au collège de Saint-Boniface une position unique et très appréciable et c'est à bon droit que nous le qualifions plus haut le forteresse pour les élèves de toute langue et de toute nationalité. Il est indiscutable que ce mélange d'élèves catholiques est mille fois plus efficace pour former des *Catholiques virils* que la très dangereuse fusion avec les élèves protestants, sous le fallacieux prétexte de leur procurer l'avantage d'une formation universitaire neutre (a complete university training). Malgré les incontestables avantages qu'offre ce collège nous ne nous opposons nullement, bien au contraire, toutes nos sympathies sont d'ores et déjà acquises à la fondation d'un collège catholique anglais à Winnipeg quand le temps sera venu. Sur les 65 élèves qui suivent présentement le cours classique anglais au collège de Saint-Boniface, 27 seulement sont anglais, irlandais ou écossais. Les 38 autres sont allemands, polonais, hongrois, ruthènes, etc, et sont très contents de l'éducation qu'ils reçoivent. Leurs parents n'ont jamais non plus manifesté la moindre plainte et sont loin de partager l'opinion des Irlandais de Winnipeg. Ils ont au contraire toujours témoigné beaucoup de satisfaction et de gratitude. Tout porte à croire que si un autre collège se construisait à Winnipeg, ils n'en continueraient pas moins à envoyer leurs fils à Saint-Boniface, surtout si le nouveau collège n'était qu'un externat. Seuls les élèves de Winnipeg, qui sont présentement au nombre de 18 sur les 65 mentionnés, ou plutôt leurs parents, semblent se plaindre du régime du pensionnat et désirer l'externat.

***

Pour termininer cet article auquel la gravité des intérêts en cause nous a contraint de donner tant de développements, nous voulons consigner la résignation, comme représentants du collège de Saint-Boniface dans le Conseil Universitaire des deux membres laïques de langue anglaise, les docteurs James McKenty et John K. Barrett, qui ont eux-mêmes rendu publique la correspondance échangée à cette occasion avec le R. P. Recteur. Cette correspondance est précédée d'une lettre explicative signée par les deux démissionnaires, qui déclarent vouloir informer les Catholiques de langue anglaise du Manitoba des raisons qui les ont amenés à résigner leur position. Cette lettre, datée du 12 avril, se termine par la phrase suivante: " Before severing our connection with the university council we wish to express our thanks to, and grateful appreciation of, its members in almost unanimously making provisions for a chair of *Catholic* Philosophy in the university." Nous soulignons la grave inexactitude contenue dans ces lignes.

La résolution, à laquelle ces messieurs font allusion, se lit comme suit, dans les minutes officielles du Conseil Universitaire: "A chair of *Latin* Philosophy shall be established . . . . . if a reasonable number of students desire it." Bien que le latin soit la langue liturgique de l'Eglise catholique pour les fidèles du rite latin, il ne s'en suit pas qu'une chaire de philosophie *latine* doive être nécessairement une chaire de philosophie *catholique*, quel que soit le sens que l'on attache d'ordinaire aux mots *Latin Philosophy* en anglais. Quant aux dispositions pourvoyant à l'établissement de cette chaire, il ne faut pas être grand clerc pour constater à première vue qu'elles n'offrent aucune garantie sérieuse. Elles ne pourvoient aucunement au choix du titulaire de la chaire. Sera-t-elle occupée par un catholique, un protestant, ou même un athée ? Ce professeur sera-t-il nommé, ou au moins désigné et approuvé, par l'autorité ecclésiastique compétente ? Autant de questions graves que le texte officiel laisse absolument à la merci d'une majorité protestante et conditionnées par le désir d'un nombre raisonnable d'élèves. Condition étrange en vérité et qui rappelle l'apologue de la queue qui veut se faire tête.

Il appert par la lecture de cette correspondance que le R. P. Recteur du collège demanda une première fois d'une manière discrète la résignation du Dr McKenty le 18 février, neuf jours après que celui ci eut présenté de nouveau devant le Conseil Universitaire et fait insérer d'une manière régulière la résolution présentée une première fois irrégulièrement le 8 décembre par le Dr Devine, et cela après que M. l'abbé Cherrier, représentant du collège depuis 1878, eut obtenu de la grande majorité des membres du dit Conseil de la faire rayer des minutes en raison de son irrégularité originelle, que nous avons expliquée plus haut. Ce dissentiment était grave et patent, et contraire aux intérêts bien entendus du collège. Il justifiait pleinement l'action du R. P. Recteur qui rappelait dans sa lettre les conditions dans lesquelles le docteur avait accepté la position de représentant. "May I call your attention, écrivait le Recteur, to the following statements made on your behalf by Dr J. K. Barrett in a letter to me dated November 20, 1910 ? I quote:

"Dr McKenty will accept the position (of the college representative on the university council for 1910-1911) on condition that the representatives shall meet occasionnally and discuss the policy of the college on university matters, and not be at variance when the matter come before the university. If at any time his views on important matters do not agree with the majority, he will ask that his resignation be accepted without causing any ado."

En accusant réception de cette première lettre le Dr McKenty demanda du délai afin de conférer avec le Dr Barrett alors absent de Winnipeg. Le 2 avril il adressa une deuxième lettre au R. P. Recteur dans laquelle il essayait d'établir que ses vues n'étaient pas en désac-

cord avec celles de la majorité et qu'il avait accepté la position avec la pensée qu'elle comportait "the duty to represent more especially the opinions of the English-speaking Catholics on matters of higher education."

Le R. P. Recteur ne fut pas lent à démolir cette argumentation et à établir les distinctions qui s'imposaient. Le 4 avril il répondit au Docteur: "..... I am going to draw a distinction to point out in what sense your statement is verified and in what it is not.

I take it that you do not intend to say seriously that the majority of the representatives is not opposed by your claiming that contemplated Catholic residence in the contemplated neutral University of Manitoba! Do we not all know that such an idea is at variance with the views of our Pastor? How many of the representatives are willing to war against their bishop on so vital a question? It were a wilful delusion on your part to believe that you are not opposing five or six of us.

Now, for the other sense in which you are not opposed by us: It is in so far as you claim a college of your own for the English speaking students, provided you have means to get one. Such an institution might harm us, but as you have a right to it, I am willing, all are willing, if you can afford to procure it.

The distinction I have been drawing is all important.

Now, you state that your position of representative of the college carries with it the duty to represent especially the English-speaking Catholics — well and good. But your being a representative of St. Boniface college does not, cannot entitle you to voice the irate feelings of the ennemies of the same college, I mean those who wilfully belittle our honest and earnest endeavors in behalf of the English-speaking element in the last ten years. That you voiced their feelings is the meaning attributed by all to your public utterances. If grievances are to be vented, take any legitimate means to the end, but do not, for decency's sake, use a weapon against those who trusted it to you.

Besides, your being a college representative does not, cannot, least of all, entitle you to ventilate views opposed to the views of our spiritual head, which doing on your part, is a serious aspersion on our whole body.

All this is why it is not fitting that you hold on to your position. I lay not my grievances against you on any bad intention, but the public facts are there, and they have to be met."

Cette lettre courageuse mettait les choses au point et il était impossible de se dérober à ses conclusions. Néanmoins le Dr McKenty conféra de nouveau avec son ami le Dr Barrett, comme nous en produirons la preuve dans un instant, et le 11 avril il essaya de se justifier, tout en donnant sa démission, en embrouillant plusieurs choses.

Comme question de fait il affirma que le R. P. John F. Cox, S. J., autre représentant du collège, avait voté avec lui pour l'adoption des amendements à l'acte universitaire: ce que le Révérend Père fut contraint de nier par une lettre publique datée du 14 avril. De plus dans ce plaidoyer *pro domo* il décore de l'épithète *catholique* la chaire de philosophie *latine* mentionnée plus haut. L'exactitude nous force à reconnaître que la correspondance établit que le P. Cox a voté avec lui pour l'insertion dans les minutes du Conseil Universitaire de la résolution des Catholiques de langue anglaise et pour l'établissement de la chaire de philosophie latine. *Cuique suum.*

Le même jour le Dr Barrett adressait lui aussi au R. P. Recteur la courte missive suivante:

"Dr McKenty has submitted to me your letters of February 18 and April 4, and his replies thereto. As I am in perfect accord with action taken by Dr McKenty since his appointment as a representative of St. Boniface college in the university council, I feel that I should tender my resignation with his."

Inutile d'ajouter que la résignation de l'un et de l'autre a été acceptée.

* * *

Pour résumer le tout il est bon de faire remarquer quatre choses en guise de conclusions:

1. Le projet d'amendement à l'acte universitaire préparé par la majorité du Conseil n'a pas reçu l'approbation du Gouvernement et l'on ne peut pas encore prévoir quand la question sera réglée, attendu qu'il y a de sérieuses difficultés de la part du Gouvernement et de la part de plusieurs collèges. Manifestement les choses demeureront quelque temps encore dans le "statu quo."

2. Il ne saurait être question pour les Catholiques d'Université d'Etat neutre et tous doivent combattre énergiquement ce projet.

3. Le collège de Saint-Boniface gardera son affiliation à l'Université, à moins que, contre tout droit, on ne lui rende la position intenable particulièrement au point de vue catholique et français.

4. L'établissement d'un collège catholique anglais à Winnipeg est formellement autorisé depuis 1907 par S. G. Mgr l'Archevêque. Cependant les ressources pour sa construction et son entretien semblent manquer et il convient d'attendre que le site de la nouvelle Université soit choisi, afin de le placer à proximité.